

Mario Dumont continue de croire que le Canada anglais n'aura d'autre choix que de négocier avec un Québec prêt à réaliser la souveraineté.

PHOTO PIERRE COTE - La Presse

# Mario Dumont garde espoir

*Sa campagne ne lève pas, mais il ne doute pas de son avenir politique*

MARIO FONTAINE

**M**ême ses adversaires en conviennent: Mario Dumont fait tout comme il faut, évite les impairs avec une remarquable habileté.

Pas un poil qui retousse, toujours bien habillé, poli, l'oeil clair, l'argumentation on ne peut plus logique. Le genre de grand garçon de 24 ans dont rêvent bien des mamans.

Le fait est, toutefois, que M. Dumont a bien davantage que ses devoirs filiaux à accomplir. Celui qui a succédé en catastrophe à Jean Allaire, le printemps dernier, comme chef du Parti Action démocratique du Québec doit en effet porter cette formation dite de la «troisième voie» sur ses jeunes épaules, sillonner le Québec comme Daniel Johnson et Jacques Parizeau, convaincre la presse de la pertinence de parler de lui.

Lui-même n'était pas très chaud, au départ, pour remplacer Jean Allaire à la tête de cette nouvelle formation qui plafonne à quatre p. cent dans les sondages. Mais il n'y a pas eu foule au portillon et comme il fallait bien un leader, il a finalement décidé d'aller au front. Après tout, n'a-t-il pas déjà huit ans de politique active dans le corps?

Ce jeune homme à la jeune figure est déjà passé par deux partis politiques, il a côtoyé un premier ministre pendant deux ans avant de claquer la porte à la fois au Parti libéral et à une fructueuse carrière. Il s'habille sobrement, austère même pour un gars de 24 ans, mesure ses mouvements, évite les débordements. Le chef du PADQ est-il vraiment aussi austère qu'il en a l'air?

Il n'a plus le temps de sortir, lui qui habite pourtant rue Saint-Denis. Ni de lire, répond-il. Ce qui ne l'a pas empêché de citer les deux livres de Jean-François Lisée (*Le Tricheur* et *Le Naufrageur*) une bonne dizaine de fois au cours de l'entrevue réalisée plus tôt cette semaine. Pas beaucoup de place non plus pour la musique dans la vie du chef, lui qui aime de temps à autre écouter des interprètes québécois. Le cinéma, très peu pour lui. En revanche, il avoue un faible pour le théâtre classique.

Peut-être qu'au fond, c'est vraiment la politique qu'il aime le plus. La révélation lui en est venue en 86-87, alors que ce natif de Cacouna, dans le Bas du fleuve, devenait champion provincial de l'émission Génies en herbe en compagnie de ses copains de l'école Notre-Dame de Rivière-du-Loup.

«Cela a été comme un déclencheur, se souvient-il. C'est à partir de ce moment-là que j'ai décidé de m'engager. L'école n'a jamais été ma seule préoccupation, je me suis toujours intéressé à toutes sortes de choses. Quand je suis entré au Cégep de Rivière-du-Loup, je me suis engagé dans l'association étudiante qui, peu à peu, a viré au rouge.»

Il a alors 16 ans. L'âge où, il n'y a pas si longtemps, les jeunes rêvaient de changer le monde. Mario Dumont, lui, a plutôt adhéré au Parti libéral du Québec, une formation qui était confortablement installée au pouvoir depuis deux ans (1987) et dont le pro-

**ÉLECTIONS  
94**

gramme n'avait rien de très révolutionnaire. Pourquoi le PLQ?

### Une affaire de famille

Les Dumont habitent la ferme familiale depuis cinq générations. Et votent libéral sans doute depuis aussi longtemps. Grand chambardement avec la génération montante: Mario milite maintenant pour un tiers parti, et préfère labourer les esprits plutôt que les champs. Son frère a opté pour la biochimie.

Le chef du Parti Action démocratique a lui-même songé aux sciences pures avant de bifurquer vers l'économie et de s'inscrire à Concordia.

Pourquoi Concordia? Pour mieux apprendre l'anglais, bien sûr. Il est passé depuis à l'Université de Montréal, où il aurait terminé sa thèse n'eussent été de ses activités politiques. Son sujet: le commerce international et l'Aléna, l'Accord de libre-échange nord américain qui, prévoit-il, s'étendra à tous les pays d'Amérique dans un avenir pas si lointain.

C'est davantage en abordant ce sujet rigoureux qu'en réglant ses comptes politiques que Mario Dumont s'anime, oublie ses réponses stéréotypées pour parler d'abondance. Dire que s'il s'était inscrit à l'UQAM plutôt qu'à l'U de M, c'est probablement le vice-président du Parti québécois, Bernard Landry, qui serait son directeur de thèse!

### Un gros congrès

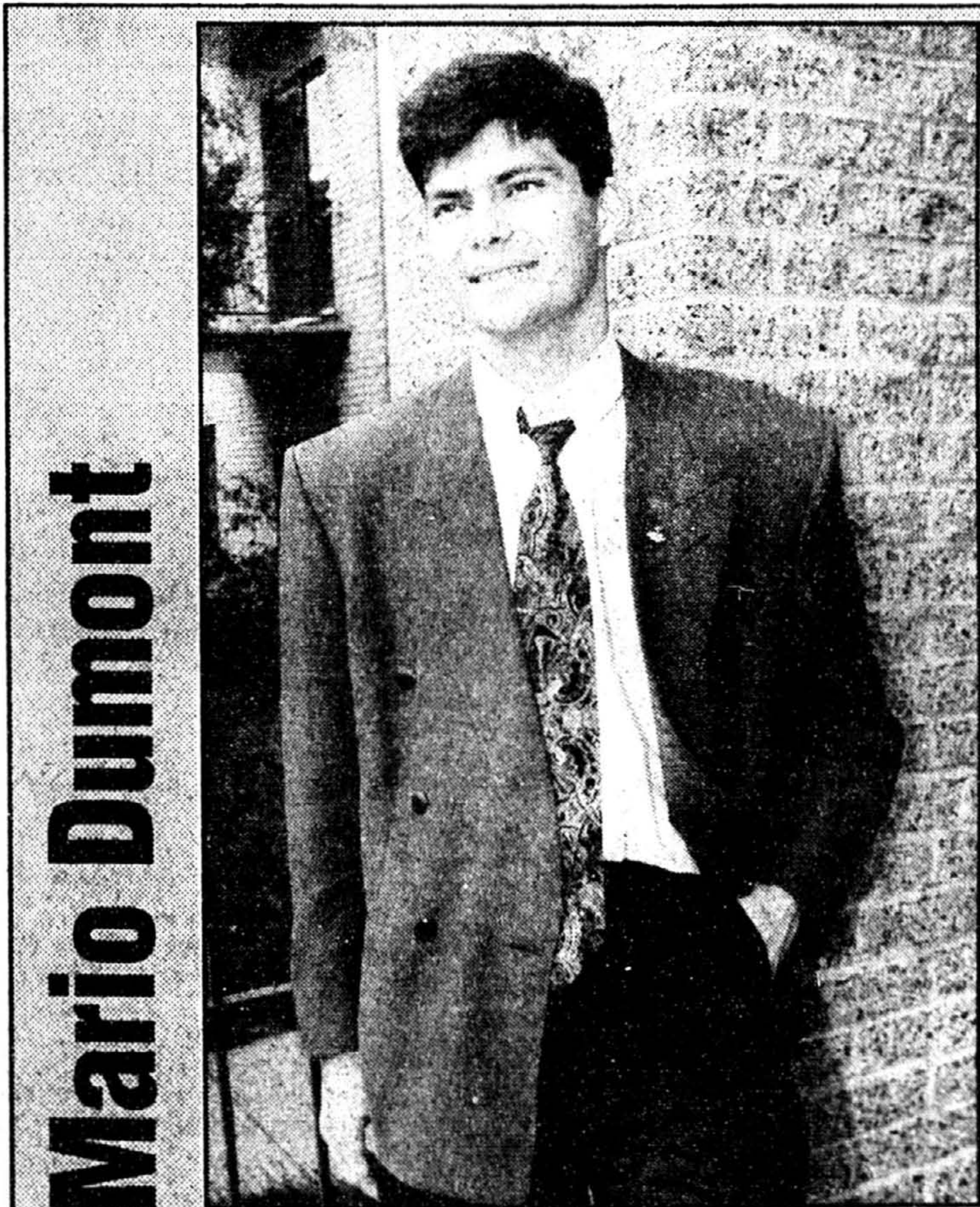
Mais la vie a voulu que M. Dumont regarde du côté du PLQ. Il y milite depuis deux ans lorsqu'il est élu représentant de la région du Bas-Saint-Laurent à l'exécutif de la Commission jeunesse. Puis il devient carrément permanent au parti, au sortir du cégep. Il a 18 ans, se fait de nouveaux contacts, prend vraiment pied dans une machine politique riche, bien rodée, assez puissante pour tolérer une certaine contestation chez ses jeunes.

Son jour de gloire, c'est le 9 mars 1991: il est élu président de la Commission jeunesse le jour même où le Parti libéral adopte le rapport Allaire, qui devient son programme constitutionnel.

Le rapport réclame pour le Québec un rapatriement massif de pouvoirs actuellement détenus par Ottawa.

Ce samedi-là, les jeunes libéraux se sont battus comme des lions pour faire accepter à leurs aînés ce rééquilibrage des forces. Claude Ryan a eu beau se démenner, prêcher les vertus du fédéralisme, rien à faire, le balancier va du côté du nationalisme.

Il n'a pas mis 24 heures à revenir à son point de départ: dans son discours de clôture, Robert Bourassa fait clairement comprendre aux militants que ce qu'ils ont adopté la veille n'a aucun sens, qu'on va conserver ça au pro-



**Mario Dumont**

**Naissance:** le 19 mai 1970 à Cacouna

**Études:** baccalauréat en économie de l'université Concordia. Complète présentement une maîtrise en économie à l'Université de Montréal.

**Carrière politique:** occupe le poste de président à la Commission jeunesse du PLQ de mars 1991 à l'automne 1992. Siège au sein du Groupe Réflexion-Québec. Chef intérimaire du PADQ depuis mai dernier, il est candidat dans la circonscription de Rivière-du-Loup.

**Citation:** «La prochaine élection n'est pas la raison d'être du PADQ: notre parti doit vivre pour faire avancer ses idées», a-t-il déclaré en de maintes occasions.

Source: PC

Infographie: La Presse

gramme en attendant le prochain congrès, mais qu'en pratique on oublie tout.

Mario Dumont, aujourd'hui davantage rompu aux tours de passe-passe politiques, n'y a vu que du feu: «On s'est dit que le premier ministre avait voulu se garder une marge de manoeuvre par son discours, mais que le texte de la résolution était là, qu'il faisait partie du programme officiel du PLQ. On s'attendait à ce que M. Bourassa modère l'enthousiasme de la veille, mais jamais à ce qu'il veuille tout désamorcer. Si les jeunes ne sont pas sortis en masse du congrès, c'est qu'ils avaient les jambes coupées!»

**T'es qui, toi?**

Bon militant, il continue tout de

même de croire en la bonne foi de l'establishment du parti. Ça durera quelques mois. Au référendum de Charlottetown, à l'automne 1992, Dumont respecte la position des jeunes du PLQ et fait campagne du côté du NON. Robert Bourassa et ses proches essaient de le convaincre des vertus de l'entente, font un forcing de tous les diables «Pense à ta carrière, pense à ton avenir!», me disaient M. Bourassa et ses adjoints. Tu as de bons contacts avec les médias, tu es jeune, tu es dans un grand parti qui offre de multiples possibilités. Ça, ce fut la première étape. La seconde fut plus rude. T'es qui, toi, pour t'opposer au premier ministre, à ton chef?»

La suite est connue. Un mois après que les Québécois aient rejeté l'entente, Mario Dumont se voit montrer la

porte. L'hiver qui suit, le voilà président du Forum Option-Jeunesse, avant d'aller siéger sur le groupe de Réflexion Québec, présidé par Jean Allaire.

Le Parti québécois lui aurait fait quelques discrètes approches, mais bien peu de jeunes libéraux sont allés rejoindre les rangs ennemis à ce moment-là. «Le PQ n'est pas tellement à la recherche de gens qui ont des convictions fermes», dit M. Dumont. L'yn Jacques a milité plusieurs années chez les jeunes libéraux à ses côtés. Elle n'est pas du tout d'accord avec lui dessus.

Mme Jacques estime que la conséquence logique de Charlottetown, c'est d'adhérer au Parti québécois. Non seulement l'a-t-elle fait, mais elle s'est même présentée à l'investiture péquiste dans Beauce-Nord, le printemps dernier. Ayant adopté un itinéraire aux antipodes de son ancien collègue, elle ne peut certes être soupçonnée de complaisance.

### Une bête politique

Or, cette avocate de 25 ans dit de Dumont qu'il a «un talent étonnant pour son âge. Très tôt, il a su s'entourer de gens prêts à travailler très fort pour lui. Il est très performant, c'est une bête politique dont on va parler encore longtemps. Cette beauceronne d'origine ne comprend pas toutefois le cheminement constitutionnel du chef de l'Action démocratique. Continuer de croire au fédéralisme renouvelé, c'est rêver en couleurs selon elle.»

Mario Dumont, lui, continue de croire que le Canada anglais n'aura d'autre choix que de négocier avec un Québec prêt à réaliser la souveraineté.

«C'est sûr que la dernière semaine avant le référendum on va se faire dire par Vancouver, par Halifax, par Edmonton qu'on n'aura plus de bleuets, que les vaches ne donneront plus de lait, qu'il n'y aura plus rien ici, qu'il n'y aura jamais de partenariat avec nous, qu'on va rester seuls sur la planète. Cela fait partie du jeu», prédit cet ancien double médaillé du gouverneur général.

Mais le Parti Action démocratique du Québec n'en est pas encore là. L'élection de son propre chef est loin d'être assurée dans le comté de Rivière-du-Loup, le message du parti passe difficilement la rampe. En plus, comme si cela ne suffisait pas, Mario Dumont a dû congédier en catastrophe le président de son parti, Moncef Guitouni, à la suite d'un reportage diffusé à l'émission *Le Point* cette semaine.

Il garde espoir en dépit d'une campagne qui ne lève pas, peut-être parce qu'il a «une tête de cochon», comme certains disent de lui, presque admiratifs. Peut-être aussi parce qu'il ressemble tellement à Robert Bourassa dans sa retenue, son absence d'émotivité, son intelligence calculatrice, qu'il est certain de pouvoir revenir en force comme son ancien chef, même s'il subit une cuisante défaite.

Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président et éditeur

Claude Masson  
éditeur adjoint

Marcel Desjardins  
directeur de l'information

Alain Dubuc  
éditorialiste en chef

# Éditorial

## Parizeau, Chrétien, même combat

**A**u fil de ses déclarations, Jacques Parizeau a énoncé une stratégie en cinq points face au déficit, aux coupures et aux impôts qui est littéralement en train de le transformer en clone de Jean Chrétien.



Le chef péquiste dénonce systématiquement les compressions qui ont dénaturé les grands programmes de santé, d'éducation, de protection sociale, dont il entend préserver l'intégrité; il promet de ne pas augmenter les impôts; il s'engage à multiplier les investissements publics pour accélérer la relance, notamment dans son comté; il promet néanmoins de réduire le déficit d'une façon assez marquée; et, pour y arriver, il compte sur la croissance économique. Ces cinq points reprennent, presque mot à mot, les axes de la campagne de Jean Chrétien. Et ce discours décrit une équation budgétaire qui ne tient pas.

Nous savions, bien avant sa victoire prévisible, que Jean Chrétien devrait faire marche arrière. Et nous savons donc déjà que Jacques Parizeau, avec les mêmes promesses et les mêmes demi-vérités, après sa victoire presque assurée, devra lui aussi renier ses engagements au nom des impératifs financiers.

Il y a bien sûr un scénario du pire, selon lequel le PQ au pouvoir, irresponsable, créerait le chaos dans les finances publiques. C'est peu plausible parce que la gestion financière des gouvernements péquistes s'est inscrite dans la même logique que celle des gouvernements libéraux: après le laxisme des années 70, Québec a entrepris un virage de relative austerité dans les années 80. Ce virage n'a pas été amorcé par M. Parizeau, mais bien par ceux qui lui ont ravi la direction du Conseil

du Trésor, Yves Berube et ensuite Michel Clair. Et c'est cette même politique que les libéraux ont suivie.

La différence entre libéraux et péquistes ne résulte pas d'un affrontement idéologique entre une droite inhumaine et une gauche humaniste. C'est plutôt l'écart inévitable entre un gouvernement qui a dû se salir les mains et qui ne peut plus mentir et une opposition qui peut encore masquer son cynisme électoral derrière des promesses faussement naïves.

Mais il n'en reste pas moins que celui de ces deux partis qui prendra le pouvoir se frappera à un mur. Après douze ans de compressions, la crise financière récurrente n'a toujours pas été réglée de façon définitive. Et, à mesure que le temps avance, le gras se fait rare et les coupures, de plus en plus pénibles, menacent les missions de l'État. Nous sommes rendus au stade où la seule façon de contrôler les finances passe par une redéfinition des objectifs de l'État et de ses façons de faire. On sait très bien ce que signifient ces changements. On a pu voir à quoi ressemblait un gouvernement qui veut vraiment éliminer le déficit avec Frank McKenna, au Nouveau-Brunswick, et Ralph Klein, en Alberta. Ce n'est pas joli.

Aucun des deux partis qui s'affrontent ici n'a fait preuve du même courage et de la même franchise. Mais il n'en reste pas moins que Daniel Johnson, sans être totalement limpide, a fait preuve à tout le moins d'une certaine sobriété budgétaire et entend se donner des moyens qui lui permettraient de contrôler son déficit, par une loi qui forcerait l'équilibre budgétaire, par une certaine remise en cause de la sécurité d'emploi, par un désir de réinventer l'État.

Du côté de Jacques Parizeau, on flotte encore en pleine pensée magique. L'ex-ministre des Finances promet de revoir les compressions, promet la sécurité d'emploi, promet de très im-

portantes dépenses d'investissement, mais il promet aussi, après s'être mis ces boulets aux pieds, de réduire le déficit plus rapidement que les libéraux. Il s'engage, en effet, à éliminer en deux ans le déficit des opérations courantes, ce qui revient à ramener le déficit global de 4,4 milliards à 1,7 milliard. Daniel Johnson, pour la même période, vise un déficit de 3,3 milliards! M. Parizeau n'est pas seulement le père Noël, il est aussi la Fée des étoiles.

Ce sont des engagements franchement frivoles. Et ce n'est pas un hasard si cette équation impossible s'inscrit dans la même logique que la démarche de Jean Chrétien. Elle trouve ses fondements dans les mythes et les doctrines d'une même génération, dont M. Parizeau a tant de mal à s'affranchir. Il croit encore que l'on peut couper sans douleur, «en regardant tout ça», que la reprise fera fondre le déficit, comme dans le bon vieux temps, que ses trucs usés de tripotage de chiffres éblouiront encore la galerie. Et surtout, il croit qu'il ne faut pas faire appel à l'intelligence des électeurs et que ceux-ci ne sont pas prêts à ce qu'un politicien adopte avec lucidité et franchise un discours d'austerité.

La seule grande différence entre Jean Chrétien et Jacques Parizeau, à cet égard, est que Jean Chrétien est entouré par des gens qui pouvaient mettre des bémols à ses élans et gérer l'État avec précision. Au Québec, tout indique que c'est M. Parizeau lui-même qui gardera la haute main sur la gestion des finances publiques. Ce n'est pas nécessairement sécurisant.

Cela nous met face à deux scénarios: ou bien un gouvernement péquiste nous mettra dans le trou, ou bien, ce qui est plus plausible, il devra amorcer un virage radical, briser ses promesses et trahir les espoirs qu'il avait suscités.

Alain DUBUC

## Entre loi et bon sens

**O**n ne peut pas tout prévoir. Et les meilleures lois au monde ne pourront jamais suppléer totalement à l'absence de jugement ou de sens élémentaire de la justice et de l'éthique. A preuve, tout le dossier des congés, avec ou sans solde, accordés aux candidats en vue des prochaines élections.



La règle de base veut que tout salarié puisse se prévaloir d'un congé sans solde pour tenter de se faire élire. Pour faciliter l'engagement politique de tout citoyen sans égard à sa fortune personnelle, la loi permet à l'employeur de continuer à payer son salaire à un candidat sans que cette somme soit comptabilisée comme contribution à sa caisse électorale. C'est dans l'application de ce principe inattaquable que se posent des problèmes qui relient plus du bon sens que des arguties juridiques. Cette semaine, trois cas ont retenu l'attention.

Le meilleur exemple d'une interprétation raisonnable de la loi est fourni par Robert Perreault, candidat du PQ dans Mercier, qui a quitté la présidence de la STCUM, tout en conservant son poste de conseiller municipal à 30 000 \$ par année. Par définition, ce dernier statut implique un travail à temps partiel qui n'est pas incompatible, pendant quelques semaines, avec celui qu'implique une campagne électorale. Pas plus, en fait, que celui d'un député qui continue à être payé pendant qu'il tente de se faire réélire.

Il en va autrement, par contre, avec le poste de président de la STCUM, qui constitue un emploi à temps plein et peut entraîner des conflits d'intérêts en cours de campagne électorale et même après la défaite toujours possible d'un président-candidat. C'est tout à l'honneur de M. Perreault de l'avoir compris.

On ne peut malheureusement en dire autant de François Oimet qui a choisi de demeurer à la tête de la CECM tout en portant les couleurs du Parti libéral, dans Marquette. Même si, techniquement, sa décision ne contrevient pas à la lettre de la loi électorale, il eût été plus sain qu'il obéisse à la même logique en quittant la présidence tout en demeurant commissaire.

C'est cependant à l'animateur radiophonique André Arthur que revient la palme du mépris absolu de toute règle d'éthique en matière de démocratie. Là non plus, rien ne s'oppose légalement à ce qu'il conserve son émission d'affaires publiques tout en étant candidat. Mais, étant donné la nature particulière de son travail, il paraît évident qu'il bénéficiera d'une tribune exceptionnelle qui représente un privilège indu face à ses rivaux. Dans son cas, ce n'est pas que son salaire qui devrait être considéré comme un revenu de campagne, mais aussi la valeur du temps d'antenne dont il dispose.

Personne ne peut lui reprocher, comme à toute autre vedette, de miser sur sa popularité pour essayer de se faire élire. Mais des lors qu'il décide de jouer le jeu de la politique, il devrait avoir la décence d'en respecter toutes les règles. Y compris celles qui ne sont pas écrites parce qu'elles devraient aller de soi si on a un minimum de respect de son métier, du public et de la démocratie.

Pierre GRAVEL

## La reine de qui?

**Ê**tre la reine de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, c'est une chose. Mais être encore la reine du Canada, en 1994, c'est autre chose. Un étrange anachronisme qui laisse croire que le Canada est incapable d'assumer seul son identité.



Au moment où l'Australie s'apprête à rompre ses liens officiels avec la monarchie britannique, d'ici la fin de la décennie, un récent sondage Gallup montrait qu'un nombre croissant de Canadiens se disent favorables à la rupture des liens avec la monarchie.

Même les très orthodoxes journaux anglophones, dont *The Gazette* et le *Globe and Mail*, s'interrogent sur la façon de pourvoir un jour ce pays d'un chef d'État qui ne soit pas le roi ou la reine d'un autre pays. Ce genre de réflexion, il n'y a pas si longtemps, aurait été perçu comme un inqualifiable crime de lèse-majesté. Mais les temps changent et l'actuelle visite du couple royal, venu présider l'ouverture des 15e Jeux du Commonwealth, passe presque inaperçue. Quelle est la pertinence de cette monarchie dans un pays où le sentiment antimonarchique va en grandissant?

Ce sentiment atteint même ses propres sujets. Selon une étude publiée dans le *Sunday Times* de Londres, seule la reine conserve encore un peu de l'affection et du respect de ses sujets, la réputation des autres étant irrémédiablement ternie, et l'avenir même de la monarchie serait en danger. Il ne serait pas mauvais que le Canada se débarrasse de la monarchie britannique avant que les Britanniques le fassent pour nous.

Claudette TOUGAS

## LE PQ AU POUVOIR, SERA COMME DES FIANÇAILLES...



DROITS RÉSERVÉS

## A-t-il une bonne raison de voter pour le PQ celui qui n'est pas séparatiste?

MARCEL ADAM

**B**eaucoup de Québécois votent de manière stratégique. Ils ne votent pas selon leur conviction ou leur penchant, mais pour tempérer les «excès» du suffrage universel ou pour faire contrepoids à l'engouement de l'électorat pour un parti.



C'est ainsi qu'ils voteront pour la formation qu'ils ne voudraient pas voir accéder au pouvoir, afin de donner une forte opposition au parti dont ils souhaitent la victoire; ou encore ils appuieront dans leur comté un candidat du parti qui n'a pas leur confiance parce qu'il s'agit d'une personne de qualité.

Ce «finassage» a parfois l'inconvénient de priver le parti de prédilection de ces électeurs trop calculateurs de la majorité nécessaire à l'accomplissement de ses engagements les plus audacieux ou progressistes. Quand il n'a pas celui de porter au pouvoir le parti que ces électeurs complices avaient appuyé par stratégie tout en le vouant à l'opposition.

Ce travers se manifeste plus

particulièrement dans la conjoncture politique qui est la nôtre, où l'électorat est acculé à choisir entre un parti fédéraliste et un parti séparatiste, dans une élection qui doit permettre aux citoyens de simplement éconduire ou reconduire le gouvernement sortant.

Tout indique qu'une multitude de Québécois se proposent de faire un choix stratégique, le 12 septembre prochain, étant donné qu'une majorité d'électeurs se dit prête à élire le Parti québécois, pour ensuite battre son option indépendantiste au référendum.

Si, en temps ordinaire, le vote stratégique a souvent des effets pervers, cet exercice risque d'avoir des conséquences que n'ont certes pas prévu les électeurs qui ont décidé de s'y adonner le mois prochain.

L'autre semaine, un professeur de philosophie au Cégep Ahuntsic, Pierre-Yves Bonin, publiait dans *Le Devoir* un article où il mettait en garde cette catégorie d'électeurs.

Pour lui, le voteur stratégique devrait y penser à deux fois avant de mettre le PQ au gouvernement aux prochaines élections. Si ils élisent ce parti pour rejeter ensuite son option, on se retrouvera dans un cul-de-sac, et les responsables de cette colossale perte de temps et d'énergie seront encore une fois ces électeurs qui sont à l'origine de l'im-

passe dans laquelle se trouve aujourd'hui le Québec.

Le voteur stratégique pourrait désirer tout simplement un bon gouvernement, remplacer une équipe usée par une équipe plus dynamique et plus agressive, prête à défendre contre vents mareas les intérêts de ses commentants. Ce serait le même raisonnement que celui qu'il faisait en 1976: élisons une équipe nationaliste forte qui défendra les intérêts du Québec et, le moment venu, on lui rappellera les limites de son mandat.

Mais les faits risquent de ne pas se dérouler selon le scénario prévu.

D'abord, il n'est pas certain qu'advenant un non au référendum le PQ reste au pouvoir ou que M. Parizeau ne démissionnera pas. Les péquistes ayant rejeté la stratégie du bon gouvernement, un échec ébranlerait considérablement leur légitimité.

Si le PQ décidait de s'accrocher au pouvoir, les gens qui ne voulaient qu'un bon gouvernement, se retrouveraient avec un gouvernement sérieusement diminué, à la merci de ses ennemis et tiraillé de l'intérieur par un parti vraisemblablement destiné à éclater aux prochaines élections. «On a vu en 1980, rappelle-t-il, que de mettre un bâton dans les pattes d'un cheval qu'on a lancé à toute allure constituait rarement une straté-

gie sans risque pour son cavalier.»

Ce docteur en philosophie morale et politique avertit le voteur stratégique qu'il ne peut attendre le référendum de 1995 comme il attendait le référendum de 1980, «confortablement assis près de son téléviseur, prêt à zapper le moment venu».

Les situations sont différentes. Dans la stratégie péquiste, l'élection qui vient n'est pas l'équivalent de l'élection de 1976: elle a la signification et la portée du référendum de 1980.

«C'est un mandat de négocier l'accession à la souveraineté du Québec, pas un mandat de bon gouvernement. Par son vote, le voteur stratégique risque d'engendrer un processus qu'il aura ensuite beaucoup de mal à contrôler.»

Il n'est pas facile de se résigner à voter pour un parti qui n'a pas la meilleure équipe et qui est visiblement rendue au bout de son rouleau. Pour le professeur Bonin, c'est cependant ce que le véritable stratège devrait faire. «S'il ne veut pas se retrouver encore une fois avec un Québec divisé dans un Canada fort».

«La prochaine élection n'est pas une élection référendaire, mais celui qui n'est pas en faveur de l'indépendance n'a aucune bonne raison de voter pour le PQ.»

Opinions

# Désuétude et inutilité de l'indépendance

MARC-ANDRÉ BLANCHARD  
et PIERRE ARSENAULT

*M. Blanchard est avocat et détient une maîtrise en droit international public et en relations internationales; M. Arsenault est ingénieur et détient une maîtrise en administration des affaires.*

Nous faisons partie de la «génération constitutionnelle». En fait, depuis notre naissance, chacun des scrutins a porté directement ou indirectement sur la question de l'indépendance du Québec. Il y a toutefois une question que les intervenants ne semblent pas considérer: est-ce qu'en 1994 l'indépendance du Québec serait utile pour les Québécois? Nous ne le croyons pas.

L'idée de la souveraineté a germé au cours des années soixante. Certains pourraient affirmer que cette idée de l'indépendance provient du même courant que la vague de décolonisation qui a déferlé à la même époque sur les pays en voie de développement. Cette source explique peut-être pourquoi certains nationalistes auraient qualifié les Québécois francophones de «Nègres blancs d'Amérique». Sans même aller jusqu'à faire ce parallèle avec le mouvement de décolonisation, il demeure qu'au cours des années soixante et soixante-dix, le Québec faisait face à des problèmes qui étaient clairement distincts de ceux du reste du Canada et du continent nord-américain. La situation économique, sociale et politique des francophones était alors inférieure à celle des anglophones. En effet, les Québécois francophones de l'époque ne bénéficiaient pas du même accès à l'éducation et aux mêmes emplois de qualité; ils n'avaient pas non plus le même accès au capital que leurs concitoyens anglophones. Ainsi, un gouvernement national représentant un État-nation francophone

pouvait paraître la solution à ces problèmes purement nationaux.

En 1994, la situation des Québécois francophones est tout à fait différente. L'écart des salaires entre Québécois francophones et anglophones est disparu: les hommes francophones gagnent maintenant plus que les hommes anglophones. Avec le cadre fédéral actuel, nous avons réussi à assurer non seulement la survie, mais aussi l'épanouissement de notre langue: 84% des Québécois parlent français à la maison et 93% des Québécois parlent français couramment. Ce niveau de 93% demeure inégalé dans l'histoire du Québec, et ce, même avant la conquête de 1760! De plus, la flexibilité du système politique canadien nous a permis de prendre le contrôle de notre économie lorsque nous avons créé nos propres institutions financières (Caisse de dépôt, SGF, SDI) et nationaliser certaines entreprises. Au niveau culturel, rien ne nous a empêchés de faire les lois protégeant notre langue lorsque nous l'avons jugé nécessaire. Ainsi, certains pourraient être tentés d'affirmer que la fédération canadienne est un véritable succès en soi, puisqu'elle a permis à un peuple minoritaire de s'affranchir sans avoir eu à recourir à une séparation coûteuse et cicatriceuse.

Certains indépendantistes «modernes» affirment maintenant que l'indépendance ne repose plus sur une sorte de nostalgie ou de frustration historique. La souveraineté ne serait plus ethnique, ni nationaliste, elle serait pratique: le régime fédéral est inefficace. Le but de la souveraineté serait maintenant de rapatrier du gouvernement fédéral les leviers économiques qui permettraient justement au gouvernement d'un Québec indépendant, un État unitaire, d'agir plus efficacement que le gouvernement fédéral pour régler nos problèmes. Si tel était le cas, pourquoi la France et la Grande-Bretagne, qui sont pourtant des États unitaires, appa-

remment sans chevauchement, font-elles face aux mêmes problèmes?

En fait, les tenants de l'indépendance offrent, en 1994, une option politique développée pour solutionner des problèmes d'une autre époque. La souveraineté-association (souveraineté-séparation serait probablement plus juste), l'État-nation et l'État unitaire ne sont pas une solution aux problèmes du Québec du 21<sup>ème</sup> siècle. Nous avons maintenant les mêmes problèmes que tous les occidentaux: chômage, déficit, formation de la main-d'œuvre en cette période de globalisation des marchés, ... Lequel de ces problèmes sera réglé par la déclaration d'indépendance? Aucun. Ces problèmes nécessitent des solutions globales, des solutions négociées avec nos partenaires économiques. Ces problèmes ne sauraient trouver leur solution dans une déclaration d'indépendance.

Trois autres raisons nous portent à penser que l'indépendance est une idée désuète et inutile en 1994. Premièrement, les États souverains ne sont plus les dépositaires des leviers décisionnels que prétendent rapatrier les indépendantistes par le biais de l'indépendance du Québec. Par exemple, ce n'est pas notre participation à la fédération canadienne mais notre participation à des accords commerciaux comme l'ALÉNA qui limite plusieurs des actions interventionnistes d'un gouvernement québécois. De plus, nos politiques économiques et même sociales sont très influencées par la participation du Canada au GATT, à l'ALÉNA, au G-7, à l'OCDE, au FMI. Par ailleurs, vu le prestige, l'apport historique et le poids économique du Canada dans ces organismes, notre influence comme Québécois est beaucoup plus importante et efficace par le biais d'une participation canadienne qu'elle ne le serait par l'entremise d'un Québec indépendant. Ainsi, l'accession du Québec à l'indépen-

dance nous apporterait dans les faits que de biens maigres leviers décisionnels.

Deuxièmement, tant que les indépendantistes affirmeront qu'un Québec indépendant utilisera la monnaie canadienne ou la monnaie américaine, les outils de développement économique qu'aurait un Québec indépendant sont encore plus minces. On ne peut parler de contrôle des leviers économiques sans un contrôle de la politique monétaire. Le contrôle exercé par le Canada sur sa propre politique monétaire est déjà limité alors qu'il utilise sa propre monnaie. Imaginons le contrôle d'un Québec indépendant sur la monnaie d'un gouvernement étranger sur lequel il n'aurait aucun pouvoir démocratique. Dans l'éventualité d'une séparation, les Québécois auraient donc moins de contrôle sur leur politique monétaire qu'ils n'en ont aujourd'hui. Les Québécois perdraient ainsi une partie de leur souveraineté!

Troisièmement, les indépendantistes souhaitent négocier une union économique avec le reste du Canada. Si on observe l'expérience européenne, on remarque qu'une union économique est impossible sans une union politique à moyen terme. Une union politique implique nécessairement la création d'institutions politiques communes, tel un parlement ou une assemblée quelconque à court ou moyen terme. Il serait donc très probable que, d'ici quelques années, le Québec et le Canada sentent le besoin de créer ces institutions communes, afin de coordonner leurs politiques dans certains domaines. Pourquoi tout détruire pour revenir et rebâtir avec nos partenaires canadiens une structure qui, de toute façon, serait, dans quelques années, assez similaire à la structure actuelle?

Pour nous, nés au cœur de la Révolution tranquille, l'idée nous apparaît désuète et peu utile.



Lysiane Gagnon

## Les chefs à la télé

Il suffisait de voir les chefs péquiste et libéral à l'émission *Le Point*, jeudi soir, pour comprendre pourquoi le Parti québécois a saisi tous les prétextes pour faire dérailler l'organisation d'un débat télévisé.

Il ne s'agissait pas d'un face-à-face mais on pouvait facilement comparer les performances, puisque MM. Johnson et Parizeau ont été interviewés successivement à quelques minutes d'intervalle dans le même studio et par le même panel. Or, autant M. Johnson semblait étonnamment en forme, à la fois déterminé, courtisé et souriant, autant la performance de M. Parizeau paraissait laborieuse.

En fait, s'il n'en tenait qu'au PQ, il n'y aurait pas de débat télévisé. Pour la raison classique — le parti politique qui est en avance a intérêt à éviter tout élément impondérable — mais aussi parce que la télé est un médium qui convient mal à son chef.

\*\*\*

Jeudi, la télévision amplifiait tout ce qui agace l'électorat et qui explique que M. Parizeau traîne toujours plusieurs points derrière son adversaire pour ce qui est de la popularité personnelle: le côté arrogant, le côté suffisant, les rires abrupts, les mouvements d'humeur.

Le souffle audible, l'air fatigué même si ses journées de travail, durant cette campagne, sont deux fois moins longues que celles du chef libéral, M. Parizeau a commencé l'entrevue par la lecture d'une loi que l'électeur moyen a complètement oubliée; par la suite, il tirait de son portefeuille une petite fiche rose pour se rafraîchir la mémoire.

Il faut dire que le chef péquiste, qui est fort convaincant quand il est capable d'exprimer ses convictions en toute liberté, se trouve ces temps-ci, intellectuellement parlant, en fâcheuse situation.

Il ne peut plus, comme il le faisait avant la campagne, insister sur l'option indépendantiste de son parti pour la raison évidente que c'est un handicap électoral. Humiliation des humiliations, après avoir tant décrié la stratégie de ses prédécesseurs, le voilà presque obligé de revenir à la vieille prudence louvoyante qui a marqué toutes les campagnes du PQ sous René Lévesque, obligé de promettre qu'il ne fera rien d'autre, d'ici au référendum, qu'un bon gouvernement! C'est exactement le contraire de ce que M. Parizeau a toujours rêvé de faire, mais hélas, l'impératif politique — et la réalité — l'ont rattrapé au détour.

Il était presque pathétique, avant-hier soir, de le voir diminuer la portée du programme politique qu'il a lui-même parrainé et qui dit que sitôt élu, le PQ enclencherait le processus menant à l'indépendance. Le mot «enclencher», qu'il savourait tant il y a six mois, était devenu tabou. La fameuse «déclaration solennelle» sur la volonté souverainiste du Québec, que le PQ se promet de faire adopter par l'Assemblée nationale, était ramenée au niveau d'une «reconnaissance solennelle» des nations autochtones dont plus personne ne se souvient — pire encore, au niveau de la loi 150 adoptée par le gouvernement Bourassa dans la foulée de la Commission Bélanger-Campeau!

\*\*\*

À voir aller M. Johnson en conférence de presse, peu après son arrivée à la tête du parti, l'hiver dernier, on pouvait avoir des doutes sur sa capacité de se tirer d'affaire dans ce genre de confrontation. Il paraissait intimidé, peu sûr de lui, hanté par la peur de gaffer.

Jeudi soir, il en aura surpris plusieurs par son aplomb et l'aisance avec laquelle il s'est sorti de tous les petits pièges qu'essayait de lui tendre le panel d'intervieweurs.

Sur la question constitutionnelle, ses options sont claires. On peut ne pas les aimer, mais elles sont simples, faciles à expliquer.

Quand il dit vouloir préserver «l'autonomie du Québec dans l'exercice de ses compétences», c'est un retour au fédéralisme classique. Quand il dit qu'il est plus facile de signer des ententes avec ses voisins quand on s'entend bien avec eux, c'est l'enfance de l'art et le gros bon sens. Quand on l'accuse d'être dans le camp de Trudeau, il rappelle énergiquement son opposition au rapatriement de 1982. Quand il signale que la stratégie «allairiste» de son parti a échoué, ce n'est que vérité élémentaire, comme en fait foi l'échec retentissant de Charlottetown, et Bourassa lui-même serait le premier à l'admettre. (Il est vrai que M. Johnson, à l'époque, était opposé à la stratégie libérale. On ne peut pas dire que la suite des événements lui a donné tort.)

Sa position est en tout cas plus facile à défendre que celle du PQ, qui nous dit que dès le lendemain d'une victoire péquiste, le Québec sera en route vers l'indépendance... mais que la décision de prendre la route ne sera pas prise avant un référendum. Cette position, confuse au départ, est encore plus difficile à tenir dans le climat volatil d'une campagne électorale. D'où la nécessité, pour le PQ, de faire une campagne discrète, où les apparitions du chef sont soigneusement encadrées et ne l'exposent pas trop à la confrontation.

Le style du chef péquiste, en outre, se prête moins bien au médium télévisuel. Autant M. Parizeau a tendance à se perdre en digressions flamboyantes, autant M. Johnson répond aux questions de façon succincte et sobre. Cela donne une performance qui coule mieux et présente moins de risques de bavures. Autre élément qui dessert M. Parizeau à la télévision: c'est un homme émotif et passionné. Or, trop d'intensité passe mal à la télé.

(À l'inverse, M. Parizeau est le rêve du journaliste de presse écrite — lequel peut rebâtir une entrevue en choisissant, dans ce discours-fléuve engorgeant d'anecdotes et de réflexions, les éléments les plus intéressants. M. Johnson, au contraire, laissera la presse écrite sur sa faim.)

Même lors du débat qui l'avait opposé à Robert Bourassa, lors du référendum sur Charlottetown, en 1992, le chef péquiste avait été incapable d'avoir le dessus. Pourtant, il avait la partie belle, face à un Bourassa obligé de défendre un accord minable qui ne faisait l'affaire de personne.

\*\*\*

Cela dit, il ne faut pas surestimer l'importance d'un débat télévisé. Le PQ a une telle avance dans l'électorat francophone qu'il est virtuellement assuré de la victoire. Le seul espoir raisonnable que les libéraux puissent entretenir, à l'heure actuelle en tout cas, est que le PQ récolte moins de comtés que prévu.

# Le naturisme permet d'être plus près de soi, des autres et de la nature

GHISLAIN LEROUX

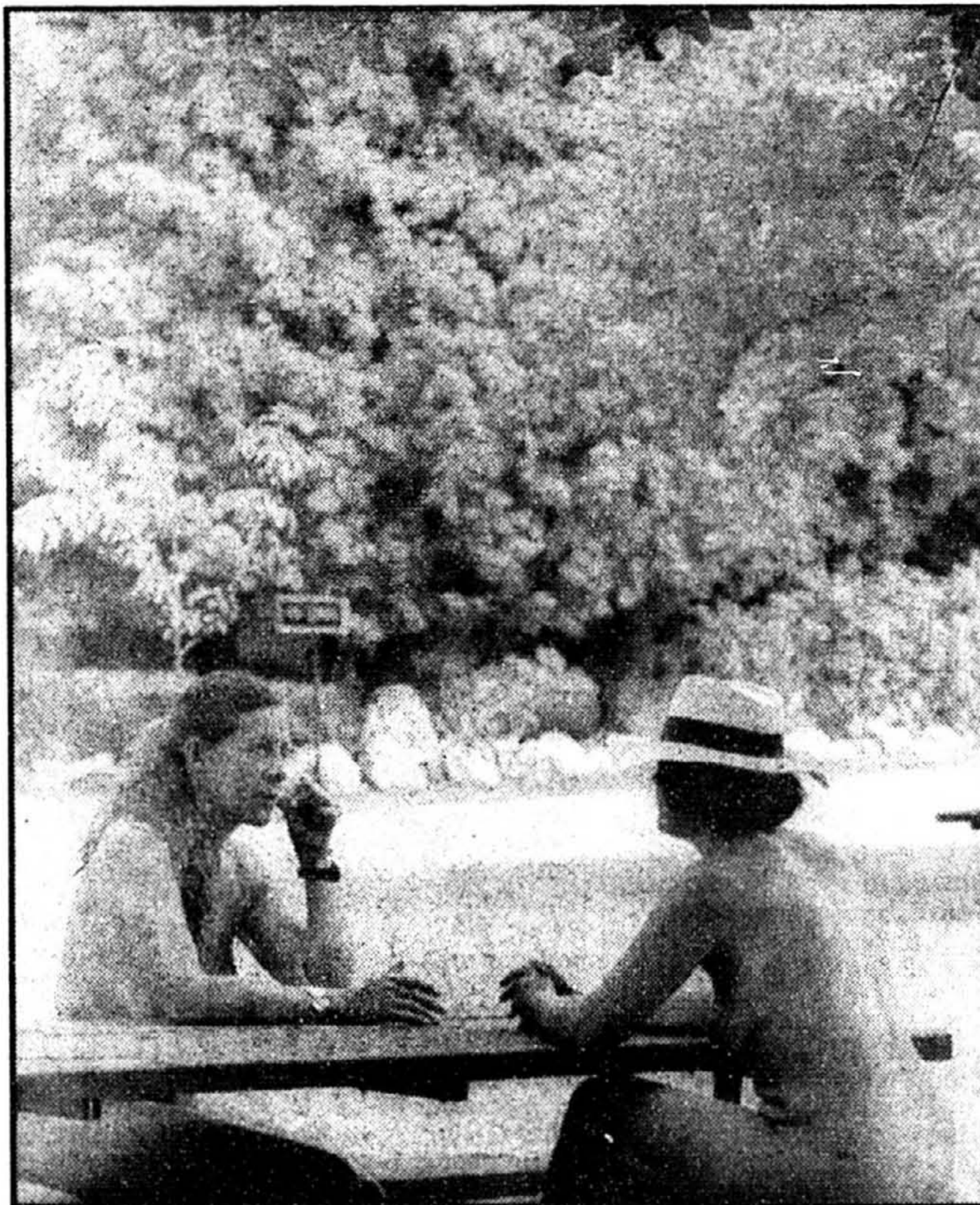
*L'auteur est étudiant en génie et membre de la Fédération québécoise de naturisme.*

Quel plaisir que de lire l'article de Mylène Roy dans l'édition du 10 août de *La Presse*. L'auteur y dépeignait plutôt bien ce qu'est le naturisme. Mais quelle attaque perverse à l'endroit des nudistes et des naturistes que celle de Louis Cornéliier, dans l'édition du 13 août. Oser comparer le libre choix de gens qui décident de leur plein gré de laisser leurs vêtements de côté avec le traitement qu'on réservait aux prisonniers juifs dans les camps de la mort, c'est établir un parallèle aussi perdue qu'inexact. Je ne pouvais pas laisser passer sous silence pareille ineptie.

Premièrement, je voudrais signaler à monsieur Cornéliier que l'idée première du nudisme ne consiste pas à se comparer aux autres, mais de profiter des éléments ambiants (l'air, le vent, le soleil, l'eau, le sable) sans accoutrements inutiles et trop souvent inconfortables. Qui aurait l'idée de prendre sa douche ou son bain vêtu d'un maillot de bain? Personne ne veut s'embarrasser de vêtements inutiles pour se laver ou se laisser tremper. Personne n'aime se sentir contraint dans une culotte munie d'élastiques trop serrés. Et, si ces élastiques étaient trop lâches, la culotte ne tiendrait pas en place. Personne n'a envie de priver son corps des jets chauds et apaisants de la pomme de douche. Personne ne voit de véritable utilité à porter un maillot pour prendre sa douche. Alors on la prend nu sans même se poser de questions, parce que c'est plus confortable ainsi et que cela va de soi.

Non seulement cela est-il plaisant de sentir les jets d'eau sur la peau, mais la peau sait aussi apprécier les bains de soleil intégraux, ainsi que les bains d'air. Alors, pourquoi ne goûtons-nous pas à l'ivresse des bains de soleil plus fréquemment? Parce que la loi l'interdit, parce que la pudeur nous commande de ne pas faire ce que les autres ne font pas, parce qu'on est trop habitué à associer nudité à sexualité et érotisme, parce que le nudisme et le naturisme sont perçus comme étant des mouvements que seuls quelques individus marginaux en mal de sensations fortes pratiquent et parce que l'appareil génital est inesthétique et mérite d'être recouvert. Ah ouais?

Premièrement, cette loi est-elle vraiment nécessaire? Il est permis d'en douter car, en Allemagne, n'importe qui peut profiter du soleil à son aise dans les parcs pu-



Ceux et celles qui parviennent à surmonter leurs craintes et leurs peurs ne peuvent que sortir grands de l'expérience du naturisme.

blics et on ne fait pas de cas de la nudité. On observe des tendances similaires du côté des pays scandinaves. Deuxièmement, la pudeur, comme une voix intérieure, nous dit exactement le contraire de ce que laisse entendre le nudisme: le besoin impérieux de ne laisser personne nous apercevoir nu, car il semblerait que ce soit contraire à la bienséance. Paradoxalement, dans les clubs sportifs, les douches communes sont monnaie courante et personne n'en a jamais fait un plat. Le réflexe commandé par la pudeur, qui fait qu'on ne se laisse pas regarder nu par autrui, est alors mis de côté volontairement sans qu'on ne se sente impudique à outrance pour autant.

Troisièmement, nudité et sexualité sont-ils vraiment indissociables? La nudité d'autrui peut être un stimulant sexuel dans la mesure où on en décide ainsi. La réalité des sites naturistes est que la crainte d'avoir une érection et l'embaras que cela risquerait de provoquer suffit à garder les gens bien sages. De toute manière, il n'y a rien de particulièrement érotique à voir des dizaines de gens tous aussi imparfaits les uns que les au-

tres, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, profiter du soleil.

Et, finalement, l'appareil génital est-il vraiment plus inesthétique qu'un genou, un pied ou un nez? Si ce sont les poils qui le rendent inesthétique, pourquoi ne pas couvrir le visage des hommes barbus? Pourquoi ne pourrait-on pas voir en ces parties du corps humain le symbole de la vie plutôt que de se borner à ne voir que la «perversité», comme le dit Louis Cornéliier? C'est justement le traitement différent que l'on accorde aux fesses, aux seins et aux appareils génitaux qui permet aux bars de danseuses nues de proliférer et c'est aussi ce qui fait que la plupart des hommes sont particulièrement friands des seins féminins, alors qu'ils ne sont souvent pas plus érogènes que les leurs. (...)

Je ne veux rien enlever aux vêtements. Que ferions-nous sans eux au beau milieu de l'hiver et lorsqu'il pleut? Que serions-nous sans la possibilité de nous donner un style pour mieux exprimer notre personnalité? Comment le jeu de la conquête amoureuse pourrait-il se jouer sans l'arsenal conventionnel de la séduction? Il serait cer-

tainement moins passionnant. Il faut souligner que les vêtements nous donnent le pouvoir indéfectible de ne «laisser voir» à autrui que ce qu'on veut bien, ainsi que la façon de le laisser voir. Celles qui maîtrisent le mieux l'art du vêtement méritent probablement des remarques du genre «On dirait que t'as maigri» même si, dans les faits, elles ont pris du poids. Avec un peu de doigté, on peut donc réussir à bernier tout le monde sur notre véritable aspect physique. Enfin, tout le monde sauf soi-même. La conséquence directe, vous l'aurez peut-être deviné, c'est qu'on est du même coup leurré par l'aspect physique des autres. On finit par être convaincu que tous les autres ont un corps esthétiquement plus parfait que le nôtre et qu'il est vraiment temps qu'on se mette au régime. (...)

Peu importe, il faut tout de même se rendre à l'évidence, les vêtements sont une nécessité. La question est à savoir à quel moment ils ont un rôle à remplir et dans quelles conditions ils sont superflus.

Dans un tout autre ordre d'idées, je crois qu'il faut ajuster nos montres en ce qui a trait aux «regards concupiscent». On dira ce qu'on voudra, je crois que ce serait jouer à l'autruche que de prétendre que les centres naturistes sont exempts de nudistes lançant des regards turfifs à gauche et à droite, un peu comme on le fait lorsqu'on est vêtu. Même si une personne nue est moins belle et sexée que lorsqu'elle porte un tailleur à la mode, elle n'en demeure pas moins rayonnante par sa simplicité, son authenticité et sa vérité. Cette beauté émerge naturellement de tout être vivant. Selon moi, il serait profondément absurde de s'extasier devant la beauté d'un chien de race, de s'émerveiller devant le spectacle d'une baleine bleue remontant à la surface de l'eau un instant tout en demeurant de glace devant les êtres humains qui nous entourent. Chaque être humain est à ce point unique qu'il faut savoir admirer cette spécificité propre à chacun. En chaque personne que je croise dans un centre naturiste, je vois un désir d'exister pleinement et d'être plus près de soi, des autres et de la nature.

Selon monsieur Cornéliier, on perd son âme et tout ce qu'on a d'humain en soi lorsqu'on retire la dernière épaisseur de vêtements qui nous couvre. Serait-ce dire que notre âme réside dans notre slip? Je crois au contraire que celui qui parvient à surmonter ses craintes et ses peurs ne peut au contraire que sortir grandi d'une pareille expérience. Après coup, on se demande généralement comment on a pu croire aussi longtemps qu'il n'existait qu'une seule façon d'être, de vivre et d'exister: dans le «textilisme».

# Le PQ est défavorisé à Montréal

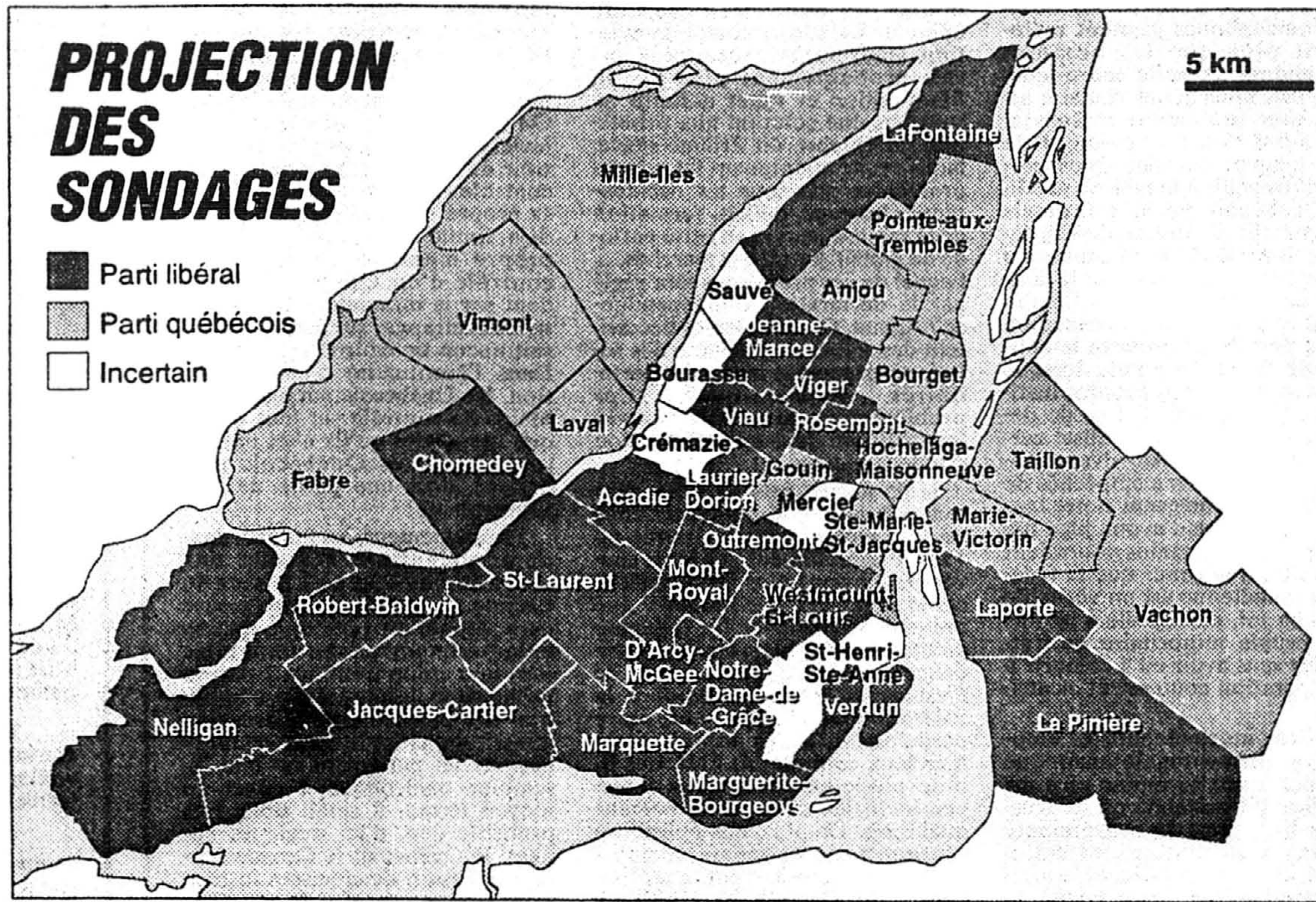
## L'évolution démographique de la région montréalaise explique cette situation

PIERRE DROUILLY  
collaboration spéciale

La clé des élections québécoises depuis 25 ans, c'est l'extrême polarisation du vote selon les groupes linguistiques. Alors que les électeurs francophones se divisent en proportions variables selon les deux grands partis — Parti libéral et Parti québécois —, les électeurs non francophones se montrent depuis toujours hostiles au Parti québécois (même si, parfois, une partie d'entre eux boude le Parti libéral, comme ce fut le cas en 1976 en faveur de l'Union nationale, ou en 1989 en faveur du Parti égalité).

Dans la région de Montréal, les résultats des élections sont entièrement explicables par la composition linguistique des circonscriptions. Et l'évolution démographique de Montréal défavorise nettement le Parti québécois: exode des francophones vers la banlieue et afflux de plus en plus important d'immigrants allophones qui modifient la composition linguistique des circonscriptions. Même si globalement la région des 40 circonscriptions du grand Montréal (voir carte), demeure majoritairement francophone depuis 1971 (voir le tableau 1) et que la population allophone (qui est passée de 13,8 p. cent en 1971 à 21,5 p. cent en 1991) s'est substituée à la population anglophone (qui est passée de 21,8 p. cent à 16,5 p. cent), cela a entraîné des réaménagements importants dans la distribution géographique des groupes linguistiques.

Le pourcentage d'allophones s'est accru, depuis 1971, dans 39 des 40 circonscriptions de la région (chiffres calculés sur la base des circonscriptions



actuelles), dans 12 cas de moins de cinq p. cent, dans 15 cas de cinq à 10 p. cent, dans sept cas de 10 à 20 p. cent, et enfin dans cinq cas de plus de 20 p. cent. Les augmentations les plus notables du pourcentage d'allophones se si-

tuent dans le nord et le nord-est de l'île de Montréal (Acadie, Saint-Laurent, Jeanne-Mance, Bourassa, Sauvé et Lafontaine), mais aussi à Laval (Chomedey) et sur la Rive-Sud (Lapinière).

Le pourcentage d'anglophones, par contre, s'est accru dans seulement quatre circonscriptions sur 40 (et dans tous les cas de moins de trois p. cent), et a décliné dans les 36 autres, dans 17 cas de moins de cinq p. cent, dans neuf

cas de cinq à 10 p. cent, et enfin dans 10 cas de plus de 10 p. cent.

Le pourcentage de francophones, quant à lui, s'est accru dans 15 circonscriptions sur quarante, et a décliné dans les 25 autres. Onze des 15 circonscriptions dans lesquelles le pourcentage de francophones s'est accru depuis 1971, se situent dans l'ouest de l'île de Montréal, là où même avec cette augmentation du nombre de francophones, la rentabilité électorale pour le PQ est nulle. Si l'on fixe à 75 p. cent de francophones le seuil de rentabilité pour le PQ (avec les deux tiers du vote francophone, il s'assure dans ces cas d'une victoire), une seule circonscription a franchi ce seuil depuis 1971: il s'agit de Vachon sur la Rive-Sud de Montréal. Par contre, quatre circonscriptions sont tombées sous ce seuil depuis 20 ans: Crémazie, Bourassa, Sauvé et Lafontaine.

L'une d'entre elles est définitivement perdue pour le PQ: Lafontaine qui ne compte plus que 65,3 p. cent de francophones. Notons que ces quatre circonscriptions étaient représentées par des députés péquistes dans les années 70. Et certaines étaient considérées comme des châteaux forts péquistes: Guy Tardif dans Crémazie depuis 1976, Jacques-Yvan Morin dans Sauvé depuis 1973, Marcel Léger dans Lafontaine depuis 1970.

C'est donc dire que l'évolution linguistique de la région de Montréal et les réformes successives de la carte électorale ont fait baisser de quatre, les circonscriptions que le Parti québécois peut espérer remporter. Ce bassin, qui dépassait la moitié des circonscriptions il y a quelques années, est maintenant nettement en dessous de la moitié.

L'auteur est professeur à l'Université du Québec à Montréal.

**TABEAU 1**  
Composition linguistique de la région de Montréal selon la langue maternelle

	Francophones	Anglophones	Allophones
Recensement de 1971	64,4 %	21,8 %	13,8 %
Recensement de 1981	64,8 %	19,8 %	15,4 %
Recensement de 1986	65,3 %	17,0 %	17,7 %
Recensement de 1991	62,0 %	16,5 %	21,5 %

Infographie La Presse

## Qui vote pour qui depuis 1970

### Une analyse statistique des consultations

Selon les sondages, le Parti libéral est en avance dans la région de Montréal, même si le Parti québécois mène dans l'ensemble du Québec. Cela n'a rien d'étonnant, puisque le Parti québécois récolte surtout ses appuis chez les francophones. Et ces derniers ne représentaient en 1991 que 62 p. cent de la population de région montréalaise.

Si l'on tient compte de cette polarisation linguistique, les sondages révèlent que le Parti québécois devance le Parti libéral, chez les francophones de Montréal tout comme dans l'ensemble du Québec.

En fait, depuis les élections de 1970, le Parti québécois n'a devancé le Parti libéral dans la région de Montréal qu'une seule fois, en 1976. À ce moment-là, l'Union nationale a obtenu un appui appréciable d'une partie de l'électorat anglophone et un appui non négligeable de l'électorat francophone fédéraliste.

Autrement, le Parti libéral devance le Parti québécois par une marge qui varie habituellement entre 10 p. cent et 25 p. cent (tableau 2). C'est ce qui explique que le Parti québécois n'ait obtenu que de quatre à sept députés dans cette région, sauf en 1976 et en 1981, alors qu'il parvenait à faire élire respectivement 22 sur 37, et 20 sur 43 députés.

Le comportement univoque des électeurs non francophones, toujours hostiles au Parti québécois ou aux options nationalistes dans les référendums, occulte un certain nombre de faits électoraux intéressants et importants. Pour révéler la face cachée des élections québécoises, on doit recourir à une analyse statistique qui permette d'estimer les pourcentages d'électeurs francophones, anglophones et allophones qui appuient chaque parti politique. Nous avons effectué ces analyses



pour toutes les consultations depuis 1970.

Il ressort de ces analyses que les appuis non francophones au Parti québécois sont extrêmement faibles, c'est-à-dire inférieurs à cinq p. cent: proches de zéro chez les anglophones, légèrement plus importants chez les allophones.

Chez les francophones, par contre, l'analyse révèle que le Parti québécois devance le Parti libéral depuis 1970, avec une majorité relative en 1970 et une majorité absolue depuis 1973. Seule la composition linguistique des circonscriptions explique les piètres résultats du Parti québécois en termes de députés élus. C'est seulement lorsque le Parti québécois obtient une majorité supérieure à 60 p. cent chez les francophones, comme en 1976, ou supérieure à 66 p. cent, comme en 1981 et au référendum de 1992, qu'il arrive à obtenir un nombre significatif d'élus, bien que ce nombre soit toujours hors de proportion avec sa majorité chez les francophones.

#### Le seuil rentable

On peut maintenant chercher à déterminer quel est le seuil de francophones nécessaire pour assurer au Parti québécois une victoire. Pour cela, il suffit de classer les circonscriptions par ordre décroissant de leur pourcentage de francophones et de compter le nombre de circonscriptions qui ont donné la victoire au Parti québécois à chaque consultation.

Ainsi, en 1970, le PQ a gagné six des huit circonscriptions ayant plus de 85

p. cent de francophones; en 1973, il a remporté quatre des huit circonscriptions ayant plus de 80 p. cent de francophones, et en 1976 il a, grâce à la division du vote non francophone entre libéraux et unionistes, gagné 22 des 24 circonscriptions ayant plus de 60 p. cent de francophones.

Au référendum de 1980, le OUI a remporté quatre des neuf circonscriptions ayant plus de 85 p. cent de francophones, mais en 1981, le Parti québécois a remporté chacune des 19 circonscriptions ayant plus de 75 p. cent de francophones.

En 1985 et 1989, le PQ l'a remporté dans six des 13 circonscriptions ayant plus de 85 p. cent, et enfin au référendum de 1992, le NON a gagné dans 17 des 19 circonscriptions ayant plus de 70 p. cent de francophones.

À ces listes s'ajoute, depuis 1981, la circonscription de Mercier qui donne des majorités au PQ malgré un taux plus faible de francophones.

Lorsque le vote péquiste francophone se situe entre 50 et 55 p. cent, le seuil de rentabilité pour le Parti québécois est de 85 p. cent de francophones; lorsque le vote péquiste francophone dépasse les 60-65 p. cent, ce seuil s'abaisse à 75 p. cent.

Enfin, si le vote péquiste francophone dépasse les 70 p. cent (comme au référendum de 1992), ou bien si le vote fédéraliste est divisé (comme en 1976), ce seuil peut descendre aussi bas que de 60 à 70 p. cent de francophones.

Selon les sondages disponibles depuis le début de la campagne électorale, la situation de 1994 se trouve quelque part entre celle de 1981 et celle du référendum de 1992. C'est donc dire que le seuil de rentabilité pour le Parti québécois se situe quelque part entre 70 p. cent et 75 p. cent de francophones dans une circonscription.

P.D.

## La lutte se fait dans cinq circonscriptions

### Péquistes et libéraux les convoitent

Compte tenu de la polarisation linguistique du vote, dans la région de Montréal, le Parti libéral peut compter sur la moitié des circonscriptions, soit 21 sur 40. Le vote anglophone et allophone lui étant encore acquis, ce sont toutes les circonscriptions qui comprennent moins de 70 p. cent de francophones.

De ces 21 circonscriptions, 13 ont donné une majorité libérale depuis 1970, à l'exception d'une seule qui a voté Union nationale en 1976, et de quatre autres qui ont voté Parti égalité en 1989. Elles ont aussi voté NON en 1980 et OUI en 1992.

Sept autres circonscriptions ont eu le même comportement, sauf en 1976, alors qu'elles ont élu un péquiste à cause de la division du vote anglophone et allophone entre libéraux et unionistes.

À ces 20 circonscriptions s'ajoute Lafontaine dont l'évolution de la composition linguistique en a fait une circonscription libérale depuis 1985 (et ayant voté OUI en 1992). Ces 21 circonscriptions assurées au Parti libéral englobent tout l'ouest de l'île de Montréal, ainsi qu'une partie du nord-est (Saint-Michel, Saint-Leonard, Rivière-des-Prairies). S'ajoutent Chomedey sur l'île Jésus ainsi que Laporte et La Pinière sur la Rive-Sud.

Si les tendances révélées par les sondages dans la région de Montréal se maintiennent, le Parti québécois est assuré de remporter toutes les circonscriptions comprenant plus de 75 p. cent de francophones, c'est-à-dire quatorze circonscriptions. C'est essentiellement le sud-est de l'île de Montréal (huit circonscriptions), auxquelles s'ajoutent la banlieue francophone de Laval (quatre circonscriptions) et la

Rive-Sud de Montréal (trois circonscriptions).

#### Les gains possibles

Il reste enfin un groupe de cinq circonscriptions dont le pourcentage de francophones se situe entre 70 p. cent et 75 p. cent: Crémazie, Sauvé, Mercier, Bourassa et Saint-Henri-Sainte-Anne. Si le Parti québécois obtient un vote francophone supérieur à 66 p. cent dans la région de Montréal, ou bien si une part significative des non francophones l'appuient dans ces circonscriptions, il devrait y enregistrer quelques gains.

C'est finalement, compte tenu du niveau général d'appui que les sondages accordent au PQ, dans ces cinq circonscriptions qu'une lutte réelle a lieu.

Les projections effectuées depuis quelques mois accordent les circonscriptions de Crémazie, Mercier et Saint-Henri-Sainte-Anne au Parti québécois; celles de Bourassa et Sauvé, au Parti libéral.

Mais au-delà des fluctuations des différents sondages, même si le Parti québécois devance le Parti libéral dans l'ensemble du Québec, les projections dans la région de Montréal accordent toujours 23 circonscriptions au Parti libéral, contre 17 au Parti québécois.

Et le bloc des 21 circonscriptions les plus libérales (représentées sur la carte) demeure stable même lorsque le Parti québécois devance le Parti libéral par dix points dans l'ensemble du Québec. Cela est dû à l'extrême polarisation du vote par groupes linguistiques et à l'inégale répartition de ces groupes à travers les circonscriptions.

D'ailleurs, au référendum de 1992, 23 circonscriptions ont répondu OUI et 17 ont répondu NON. C'est, selon toute probabilité, ces mêmes circonscriptions qui voteront respectivement libéral et péquiste le 12 septembre prochain.

P.D.

**TABEAU 2**  
Résultat des consultations de 1970 à 1992 dans la région de Montréal

	Vote obtenu			Députés élus*		
	PLQ	PQ	AUTRES	PLQ	PQ	AUTRES
Élections de 1970	56,2 %	29,5 %	14,4 %	24	6	-
Élections de 1973	59,2 %	35,1 %	5,7 %	33	4	-
Élections de 1976	36,9 %	41,6 %	21,5 %	14	22	1
Référendum de 1980	65,1 % (N)	34,9 % (O)	-	33	4	-
Élections de 1981	54,1 %	43,0 %	2,8 %	23	20	-
Élections de 1985	60,4 %	33,6 %	6,0 %	36	7	-
Élections de 1989	47,9 %	34,9 %	17,2 %	32	7	4
Référendum de 1992	54,6 % (O)	45,4 % (N)	-	25	18	-

\*NOTE: Ou circonscriptions ramportées dans le cas des référendums.

Infographie La Presse

# Une facture qui grimpe sans arrêt

CLAUDE PICHER

En 1976, les contribuables québécois ont versé 5 milliards en taxes et impôts à leur gouvernement provincial. Cette année, après neuf budgets péquistes et neuf budgets libéraux, la facture atteint 20 milliards.

Le graphique ci-contre illustre à quel point vos taxes et impôts ont grimpé pendant cette période. Mais ces chiffres ne fournissent qu'une partie du portrait. Ils ne tiennent compte que de deux choses: l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation.

Pour faire bonne mesure, il aurait aussi fallu y ajouter les impôts des compagnies, les droits, permis et amendes, et les revenus provenant des sociétés d'Etat. Toutes ces sources de revenus sont, en bout de ligne, alimentées à divers degrés par l'argent des particuliers.

L'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, par contre, sortent directement de vos poches et représentent à eux seuls quelque 70 p. cent des revenus autonomes du gouvernement. Leurs chiffres sont facilement comparables sur une longue période.

Ces taxes et impôts ont donc quadruplé en 18 ans.

Mais attention. Ces chiffres sont exprimés en dollars courants, c'est-à-dire qu'ils ne tiennent pas compte de l'inflation. Pendant la même période, les prix ont presque triplé. Le dollar de 1994 ne vaut plus que 39 cents par rapport à celui de 1976. Pour donner une idée plus conforme à la réalité, on doit donc convertir les chiffres en dollars constants, c'est-à-dire ceux qui tien-

## ÉLECTIONS 94

nent compte de l'inflation. Voyons ce que cela donne.

Les 20 milliards de taxes et impôts que nous paierons cette année ne valent plus que 7,7 milliards si on les exprime en dollars d'il y a 18 ans. Or, on vient de voir qu'en 1976, les Québécois avaient payé 5,3 milliards en taxes et impôts. En termes réels, en tenant compte de l'inflation, leur fardeau a donc augmenté de 45 p. cent! Si les taxes et les impôts avaient monté exactement au même rythme que l'inflation, ce n'est pas 20 milliards que nous devrions collectivement payer au gouvernement cette année, mais 14 milliards. Vous voyez d'ici la différence sur votre chèque de paie!

Une deuxième réserve s'impose. Malgré deux récessions, le Québec a connu, au cours de ces 18 dernières années, une croissance économique certaine. Le Produit intérieur brut (PIB), qui mesure la taille de l'économie québécoise et exprime notre richesse collective, est passé pendant cette période de 48 à 161 milliards. Lorsque les gens font plus d'argent, il est normal que les revenus du gouvernement augmentent; ce ne seraient donc pas les augmentations de taxes qui seraient responsables de l'alourdissement du fardeau des contribuables, mais la croissance économique! Ce n'est pas aussi simple.

La croissance économique des 18

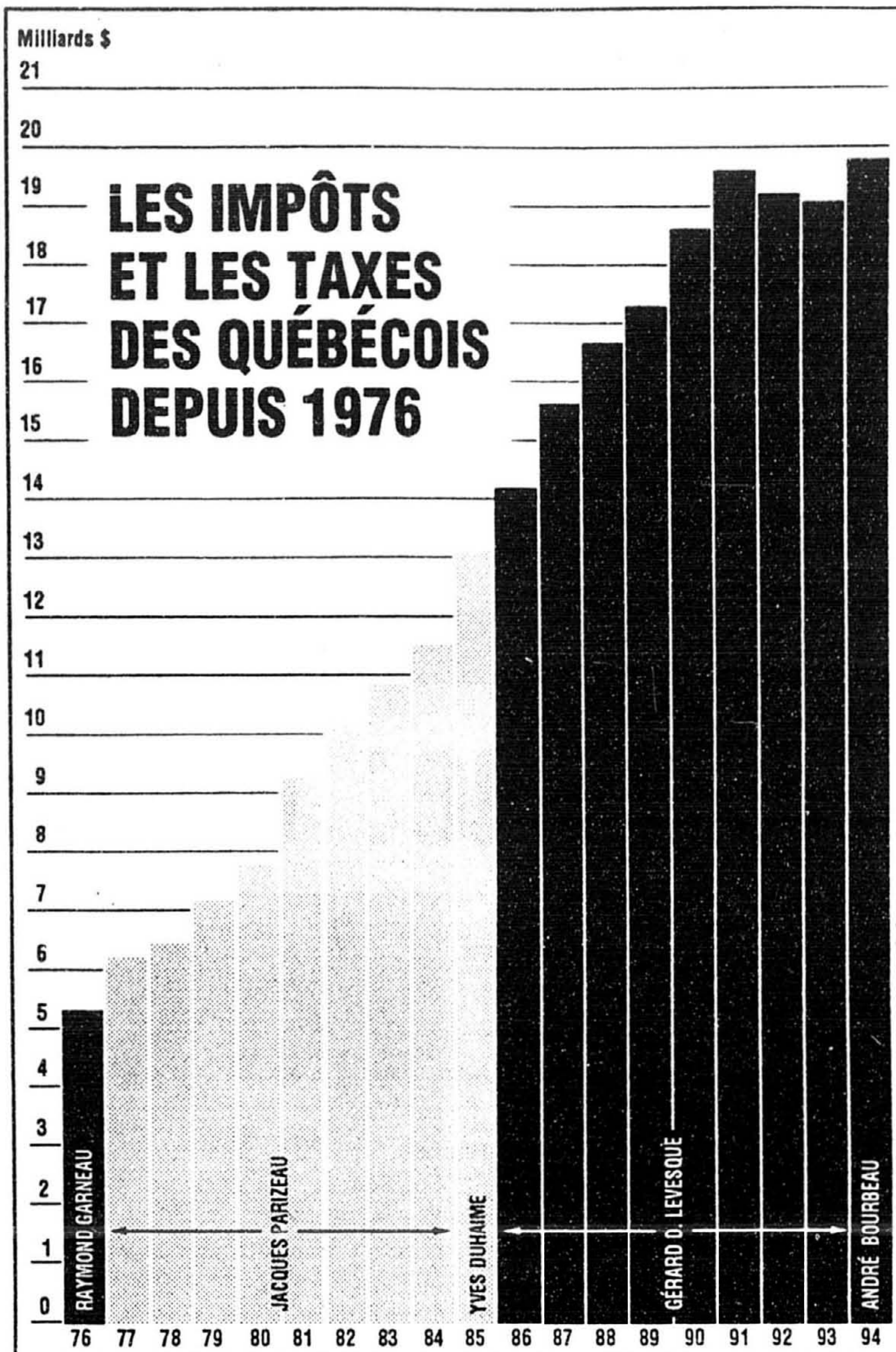
dernières années, au Québec, exprimée en dollars qui tiennent compte de l'inflation, se situe à 31 p. cent; et nous venons de voir que les impôts et taxes, pendant la même période et également exprimés en dollars constants, ont monté de 45 p. cent.

La voracité des gouvernements, péquistes et libéraux, a été énorme: non seulement ont-ils été totalement incapables de se limiter à épouser la courbe de l'inflation, encore leur a-t-il fallu bouffer l'argent des contribuables plus rapidement que ne l'autorisait la croissance de l'économie. De façon concrète, les travailleurs savent tous ce que cela a signifié sur leurs portefeuilles: pratiquement toutes les hausses salariales ont été absorbées par les taxes et les impôts!

Reste à savoir qui, des péquistes ou des libéraux, ont été les moins durs envers les contribuables. Un coup d'oeil au graphique semble montrer que les revenus du gouvernement ont augmenté beaucoup plus rapidement sous les péquistes et qu'ils ont fini par plafonner sous les libéraux. Mais ces chiffres, on l'a vu, ne tiennent pas compte de l'inflation; or, les prix ont monté beaucoup plus vite sous l'administration péquiste. Encore une fois, convertissons le tout en dollars constants.

On verra alors qu'en termes réels, les revenus provenant de l'impôt des particuliers et des taxes à la consommation ont grimpé de 28 p. cent pendant les neuf années où le Parti québécois a été au pouvoir, et de 14 p. cent pendant les neuf années où le Parti libéral a tenu les rênes du gouvernement.

Le texte ci-contre nous permettra de nous rappeler quelques souvenirs à cet égard.



# L'art de taxer des différents ministres des Finances

La trame du scénario peut varier, la fin est toujours la même

CLAUDE PICHER

À les entendre parler, ni Daniel Johnson ni Jacques Parizeau n'ont l'intention d'alourdir davantage le fardeau fiscal des contribuables. Peut-on leur faire confiance?

Mettons d'abord les horloges à l'heure: parler de marge de manoeuvre, en 1994, c'est comme essayer de faire pousser des bananiers à Povungnituk. Avec une dette totale qui frise les 70 milliards, Québec n'a plus d'espace pour manoeuvrer.

Le gouvernement québécois n'a pas toujours été aussi endetté. En 1976, lorsque le Parti québécois a pris le pouvoir, la dette s'établissait à 5 milliards; ce qu'il importe le plus de retenir, c'est que ce chiffre représentait 12,5 p. cent du PIB de l'époque. Par rapport à la taille de son économie, le Québec disposait donc d'un certain coussin. Neuf ans plus tard, lorsque les libéraux ont chassé les péquistes du pouvoir, la dette avait atteint 30 milliards, ce qui représentait 28 p. cent du PIB. La marge de manoeuvre devenait ténue. Aujourd'hui, après neuf autres années, la dette de 70 milliards équivaut à 41,5 p. cent du PIB. Un tel niveau d'endettement est extrêmement dangereux.

Mais voyons donc ce qui s'est passé pendant ces 18 années, alors que les ministres des Finances avaient plus d'espace que maintenant pour manoeuvrer.

### Le règne Parizeau

**1977 — Premier budget Parizeau.** Quelques augmentations de taxes et de permis; le nouveau ministre pige 165 millions dans les réserves de sociétés d'Etat. Mais surtout, ce budget cache d'énormes hausses d'impôts. Dans l'opposition, le PQ réclamait que le gouvernement ajuste les exemptions personnelles à l'inflation. Sans cette indexation, tout budget comporte automatiquement des hausses d'impôt camouflées. Le ministre libéral Raymond Garneau refuse systématiquement. Une fois au pouvoir, les péquistes oublient ce dossier et font la même chose. Cette année-là, la hausse des prix dépasse les 7 p. cent; les Québécois sont taxés à l'aveugle.

**1978 —** Dans son deuxième budget, M. Parizeau joue à la fois au Père Noël et au comte Dracula. Il refuse toujours d'accorder l'indexation, mais augmente les exemptions personnelles et charabarde les paliers d'imposition, de façon à ce que les impôts baissent pour les contribuables dont les revenus sont inférieurs à la moyenne. Mais ces cadeaux sont financés par des hausses importantes des impôts pour les autres. Chez les mieux nantis, ceux dont le salaire dépasse les 30 000 \$, le mouvement de grogne est considérable.

**1979 —** Pour apaiser la colère des contribuables à revenus élevés, qui prend des proportions importantes et ternit



Raymond Garneau



Jacques Parizeau



Yves Duhaime



Gérard D. Levesque



André Bourbeau

l'image du gouvernement à l'extérieur (les hauts salariés québécois sont, et de très loin, les plus taxés en Amérique du Nord). M. Parizeau introduit le fameux REA, le Régime d'épargne-actions du Québec. Mais il refuse toujours d'indexer les impôts (l'inflation cette année-là friserait les 9 p. cent); c'est encore là une augmentation d'impôts camouflée pour l'immense majorité des contribuables. En revanche, M. Parizeau promet l'indexation à compter de... l'année suivante.

**1980 —** Hausse des taxes sur les cigarettes, hausse de l'impôt sur le revenu, hausse de l'impôt des compagnies, nouvelle taxe sur les primes d'assurance, et surtout, introduction d'une taxe ascenseur de 20 p. cent sur l'essence.

**1981 —** En mars, cinquième et dernier budget de Jacques Parizeau avant les élections. Légère baisse des impôts, hausse des taxes sur les cigarettes, raffle de 200 millions dans les coffres d'Hydro-Québec. Rien pour vraiment faire mal au monde. En avril, les Québécois vont aux urnes et donnent un deuxième mandat aux péquistes. Sept mois plus tard, M. Parizeau dépose un mini-budget qui porte «temporairement» la taxe ascenseur sur l'essence à 40 p. cent. C'est 900 millions que le ministre

siphonne ainsi des poches des automobilistes.

**1982 —** Les fumeurs passent encore à la caisse, et la taxe de vente provinciale passe «temporairement» de 8 à 9 p. cent. M. Parizeau ordonne à la SAQ de s'arranger pour lui trouver 50 millions de revenus supplémentaires.

**1983 —** La taxe de vente à 9 p. cent et la taxe ascenseur à 40 p. cent deviennent permanentes. Mais en novembre, le ministre réduit le taux de la taxe ascenseur à 30 p. cent.

**1984 —** Huitième budget Parizeau. C'est aussi le plus ténue. Nouvelles hausses de taxes sur les produits du tabac et abolition du péage sur les autoroutes.

**1985 —** Yves Duhaime, auteur du neuvième et dernier budget du Parti québécois, n'y va pas de main morte avec les fumeurs. Ses hausses de taxes font grimper le prix du paquet de 25 cents; ce montant est aussi important que toutes les hausses réunies que M. Parizeau a imposé aux fumeurs en huit ans. Le ministre abolit l'impôt sur les successions. En revanche, il introduit une foule de nouvelles taxes sur les aliments pour animaux, la location de vidéocassettes, les arbres, les timbres et monnaies de collection. Aux élections

de décembre, les libéraux de Robert Bourassa reprennent le pouvoir.

### Les hauts et les bas de Gérard D. Levesque

**1986 —** Le nouveau ministre des Finances, Gérard D. Levesque, présente un budget très dur. Il sabre dans la déduction pour revenus d'intérêts, puis 40 millions dans les coffres de la Régie de l'assurance-automobile, et augmente la taxe sur l'huile à chauffage, ce qui lui rapporte une centaine de millions. Mais ce qui fait le plus mal, c'est le gel de la taxe ascenseur à 14 cents le litre, trois fois et demie le niveau de novembre 1981.

**1987 —** Soupir de soulagement. Le ministre n'impose aucune hausse d'impôt, aucune nouvelle taxe. Il réussit même à baisser légèrement les impôts des contribuables à faible revenu.

**1988 —** Un authentique budget cadeau, le seul véritable de ces 18 années. Après six années de croissance économique, le gouvernement estime disposer d'une marge de manoeuvre suffisante non seulement pour accorder un répit aux contribuables, mais aussi pour annoncer de substantielles baisses d'impôts. Gérard D. Levesque retourne plus de 1,2 milliard dans les poches des contribuables. Ceux-ci ne le

savent pas encore, mais ils sont mieux d'en profiter; ils auront besoin d'un moral extraordinaire pour passer au travers de ce qui les attend.

**1989 —** Budget pré-électoral à peu près neutre. On tapoche un peu les entreprises, notamment par le biais de leurs contributions à la CSST. Les particuliers sont épargnés. À l'automne, des élections générales qui reportent les libéraux au pouvoir.

**1990 —** Gérard D. Levesque reprend le portefeuille des Finances. Son cinquième budget assomme littéralement les fumeurs et les buveurs avec des hausses de taxes de 240 millions. L'annonce que la taxe de vente de 9 p. cent va s'appliquer sur la TPS fédérale (donc, il s'agit d'une taxe sur la taxe). L'été suivant, le ministre introduit une taxe de vente inspirée de la TPS fédérale; son taux est de 8 p. cent, mais contrairement à la taxe de 9 p. cent qui ne s'appliquait qu'aux biens, la nouvelle TVQ s'étend aussi aux services.

**1991 —** Budget matraque. Trois milliards de nouvelles taxes; encore une fois, ce sont les fumeurs, les buveurs et les automobilistes qui supportent le gros de l'addition.

**1992 —** Un autre budget dur, mais moins que le précédent. Le ministre étend la TVQ au secteur de l'habitation, va chercher 800 millions dans les coffres des entreprises et 275 millions dans ceux de la Société de l'assurance-automobile.

**1993 —** Le huitième et dernier budget de Gérard D. Levesque sera aussi son plus impitoyable. Le ministre impose une surtaxe, supposément sur les revenus supérieurs. Dans les faits, cette ponction d'un milliard frappe de plein fouet la classe moyenne. Les contribuables considérés comme célibataires voient leurs impôts monter des que leurs revenus dépassent 32 000 \$. Pour un couple avec deux enfants, le seuil est de 45 000 \$. Ces contribuables aux «revenus supérieurs» devront payer cette surtaxe rétroactivement, à compter du 1er janvier précédent. Ce n'est pas tout: le ministre supprime la déduction pour emploi, ce qui prive les travailleurs de près de 500 millions. Il pige plus de 600 millions dans la réserve de la Société d'assurance-automobile, c'est-à-dire à même les primes des automobilistes.

**1994 —** Formation du gouvernement Johnson. André Bourbeau devient ministre des Finances. Le gouvernement agit rapidement pour baisser les taxes sur le tabac. À quatre mois des élections, le budget du ministre Bourbeau épargne les contribuables, et repare une partie du massacre de l'année précédente, notamment en baissant légèrement les impôts des contribuables à revenus faibles ou moyens. Mais aucun répit n'est accordé à ceux qui paient plus de 10 000 \$ d'impôt provincial, c'est-à-dire aux richards qui gagnent aux alentours de 45 000 \$!



Ces deux soldats ukrainiens emportent des boîtes contenant des médicaments et autres fournitures médicales acheminées par la Croix-Rouge canadienne à l'aéroport de Donetsk. La dégradation des conditions de vie en Ukraine a été soudaine et très rapide après la rupture des liens économiques avec l'ex-Union soviétique.

PHOTO REUTER

## Ukraine: en deux ans, le tiers monde

FRANÇOIS BERGER

envoyé spécial  
La Presse  
À DONETSK, Ukraine



« Nous n'arrivons même pas à nous imaginer notre propre réalité, encore moins à l'accepter », lance Irina Michtehilchina, une enseignante qui a vu, comme l'ensemble de ses compatriotes ukrainiens, son sort se détériorer au point d'atteindre le niveau du tiers monde en l'espace de seulement deux ans.

La dégradation des conditions de vie en Ukraine a été soudaine et très rapide, après la rupture des liens économiques de l'ex-Union soviétique. Le pays a glissé depuis 1992 dans une situation que l'on retrouve habituellement dans les économies de guerre: pénuries généralisées, y compris de nourriture, salaires non versés aux travailleurs, détérioration des immeubles non entretenus, désespoir quotidien et désir d'émigrer...

Irina, qui doit avec résignation cumuler quatre emplois afin de boucler le budget familial, vit avec son mari, un fonctionnaire non payé depuis deux mois, dans un petit deux pièces partagé avec leur fille de 20 ans et son époux, un ingénieur sans emploi, ainsi que leur jeune enfant. Cinq personnes dans un petit *khrouchtchevka*, ces appartements « du peuple » construits sous Nikita Krouchtchev et qui constituent l'essentiel de l'architecture de Donetsk, une ville d'un million d'habitants érigée dans le sud-est ukrainien à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle parmi des mines de charbon aujourd'hui arrivées à épuisement.

Souvent, les habitants ne peuvent pas payer le loyer de leur logement, puisqu'ils doivent consacrer tout leur



Irina Michtehilchina, une enseignante de Donetsk.

PHOTO La Presse

revenu à la seule nourriture... quand ils en trouvent dans les étals improvisés sur les trottoirs où le marché noir a remplacé les magasins légaux, à peu près vides de toute façon.

Le panier de nourriture de base (celui d'un soldat de l'ex-armée soviétique) coûte le salaire d'un mois, soit près d'un million de *karbovanets*, les coupons qui font office de monnaie « provisoire ». Il s'agit de 20 dollars US, le revenu mensuel moyen d'un travailleur ukrainien, pour le moment du moins puisque l'hyperinflation a fait quadrupler les prix et diminuer la valeur du coupon depuis l'an dernier.

Dans les mines de charbon, qui ont valu naguère à Donetsk le surnom de «Pittsburg ukrainien», les mineurs n'ont pas été payés le mois dernier et les rumeurs de grève se répètent contre un mur de résignation. Même

s'il ne touche pas de paye, Michail Korkov continue à descendre tous les jours, en compagnie de 3000 autres mineurs de fond, dans la mine Kalinin au centre de la cité. « Que puis-je faire d'autre », dit Michail qui a passé 30 années dans les mines depuis l'âge de 27 ans. Les mineurs, qui ont fait grève pendant deux semaines l'an dernier, réclament le doublement de leur salaire nominal de deux millions de *karbovanets* par mois (40 dollars US).

Quant aux chômeurs, ils ne bénéficient d'aucune forme de sécurité sociale, réservée aux seules familles nombreuses vivant dans la déché. Les autorités locales, qui ne se sont pas départies de la « langue de bois » de l'ex-régime communiste, ne comptent pas de statistiques sur le chômage et qualifient les sans-emplois de travailleurs en « congé non payé ». Déjà, dans les mines et l'industrie lourde (métaux, chimie) qui caractérisent la région, la production a chuté de 25 p. cent depuis l'an dernier.

M. Valentin Laktionov, porte-parole de la mairie de Donetsk dont dépend l'ensemble des services publics (y compris les hôpitaux et les écoles), se risque tout de même à avancer que la région « est à la veille de connaître le chômage de masse ».

Si Donetsk est devenue, en peu de temps, une ville du tiers monde, sa population n'est pourtant pas comparable à celle d'un pays en voie de développement. Elle est éduquée (l'analphabétisme y est de seulement 5 p. cent). Il s'agit du paradoxe d'une population développée dans un pays sous-développé... ou plutôt « en voie de sous-développement ».

### Marché noir

En attendant des jours meilleurs, les Ukrainiens se lancent massivement dans les activités au noir, pour échapper notamment à une fiscalité vorace qui gruge 90 p. cent des revenus individuels quand ceux-ci dépassent 6 mil-

lions de coupons par mois (135 dollars). Cette surtaxation n'arrive toutefois pas à combler le déficit chronique du budget ukrainien, qui accapare les trois quarts des ressources du pays.

Le travail au noir est devenu la norme en Ukraine, à tel point que de nombreux travailleurs préfèrent quitter leur emploi régulier et légal, mal rémunéré, pour tenter leur chance ailleurs. Ainsi, 70 des 80 infirmières régulières de la clinique d'obstétrique de l'hôpital numéro 6, à Donetsk, ne se présentent tout simplement plus au travail, affirme l'infirmière Alexandra Dzuban. Le salaire mensuel d'une infirmière, pour une semaine de travail de 40 heures, est de 300000 coupons (7 dollars, à peu près le loyer d'un logement). Celles qui restent en poste font un double horaire de travail, dit Mme Dzuban.

Par contre, la prostitution est devenue endémique à Donetsk, où une « passe » vaut un million de *karbovanets*, plus de trois fois le salaire mensuel d'une infirmière (les clients sont des hommes d'affaires, souvent occidentaux). La criminalité fait aussi les manchettes tous les jours et semble en progression alarmante (dans la journée du 2 août, selon la radio locale, la police a enregistré 78 crimes, dont trois meurtres).

À côté de la « petite criminalité », celle de la « mafia », un mot sur les lèvres de tous les Ukrainiens, se fait plus discrète. Cette *Umenklatura* mafieuse contrôle une bonne part de l'économie locale, en commençant par la vente de l'essence qu'on ne peut plus trouver dans les réservoirs officiels (ils sont vides).

Mais les Ukrainiens ne sont pas tous poussés dans l'économie souterraine. Rimma Kolachkikova, une jeune femme de 20 ans, considère qu'elle fait un bon salaire (990000 coupons par mois) dans une nouvelle usine de meubles ultramoderne, installée par une entreprise italienne au sein du gigantesque

combinat métallurgique Azovstal, qui employait il y a deux ans encore 30000 travailleurs dans la ville de Mariupol, à une centaine de kilomètres de Donetsk sur la côte de la mer d'Azov.

Rimma voulait devenir couturière, mais son travail sur une machine d'assemblage contrôlée par ordinateur lui permet de faire un salaire quatre fois supérieur.

La nouvelle usine de meubles italiens, où les deux tiers des employés sont des jeunes femmes, marche à pleine capacité, affirment les dirigeants de l'entreprise. La production est destinée au marché ukrainien, où un ensemble de salon (un sofa et deux fauteuils) sera vendu au prix de 45 millions de *karbovanets*. Il s'agit de quatre années du salaire complet de Rimma!

Ces produits « luxueux » fabriqués en Ukraine pour des Ukrainiens en disent long sur la division entre riches et pauvres, dans un pays où la classe dite moyenne n'existe virtuellement pas et où la convoitise de l'argent est devenue une obsession.

« Les gens ne pensent plus qu'à l'argent et ils ont perdu le sens de la solidarité », se plaint Nicolai Odarenko, responsable d'un centre bénévole de soins pour les gens âgés, à Donetsk. « Avant (à l'époque communiste) les jeunes étudiants de l'université de médecine étaient pris en charge et encadrés par les Komsomol (Jeunesses communistes) et devaient faire du bénévolat », rappelle M. Odarenko. « Aujourd'hui, dit-il, il faut être un véritable enthousiaste pour travailler ici ».

Pour certains jeunes, cependant, l'enthousiasme est tourné vers l'Ouest. Andrei Makarchuk, 19 ans, rêve d'aller compléter une formation de gestionnaire en Hollande ou aux États-Unis. Il parle déjà un excellent anglais et croit qu'il pourra revenir aider son pays quand il aura passé une dizaine d'années à l'Ouest, où il espère pouvoir faire beaucoup... d'argent.

## Le syndrome Tchernobyl

Quand il est question du nucléaire, les Ukrainiens n'ont pas en tête seulement les missiles, qui font de leur pays la troisième puissance nucléaire de la planète. Ils pensent inévitablement à l'explosion de la centrale de Tchernobyl, en avril 1986; un rappel des graves problèmes écologiques du pays.

Huit ans après la catastrophe, les niveaux de contamination radioactive demeurent très élevés dans plusieurs régions entourant la centrale, selon un rapport préparé en juillet dernier par la Fédération internationale de la Croix-Rouge.

Dans l'ensemble des régions où des tests ont été menés, six p. cent des personnes sont irradiées, c'est-à-dire qu'elles présentent dans le corps un taux de radiation plus élevé que la norme maximale acceptée internationalement. Il s'agit de plus de dix p. cent dans certaines localités. Des maladies absentes jusqu'à maintenant font leur apparition, comme le cancer de la glande thyroïde chez les enfants, dont la croissance et le système nerveux se trouvent affectés.

Selon le rapport de la Fédération de la Croix-Rouge, préparé à Kiev par la Canadienne Heather Landon, le quart des aliments sont contaminés. Des avis sont distribués aux habitants les enjoignant d'éviter la consommation de certains aliments comme le lait de vache, les champignons, les herbes médicinales et les fruits des champs et des sous-bois. La Croix-Rouge a entrepris la distribution de filtres à eau. Elle distribue aussi du lait en poudre destiné aux garderies, aux écoles et aux hôpitaux pour enfants.

Mme Landon, rencontrée par *La Presse* à Donetsk où des irradiés de Tchernobyl sont soignés, note que parmi les dizaines de milliers de familles relocalisées après la catastrophe, plusieurs ont commencé à retourner dans leurs lieux d'origine, malgré la persistance d'une radioactivité élevée dans les aliments, l'eau et le sol.

Entre temps, la centrale de Tchernobyl, qui fournit de l'électricité aux 2,5 millions d'habitants de la capitale ukrainienne Kiev, continue de fonctionner...

## Les Russes de Donetsk rêvent d'un métro

En tant que capitale régionale du sud-est de l'Ukraine, dans le Donbass où est concentrée l'industrie charbonnière et celle de l'acier de l'ex-URSS, la ville de Donetsk se devait bien de posséder son métro souterrain, afin d'accueillir son million d'habitants.

Les travaux de construction ont commencé l'an dernier, pour un système de transport devant couvrir 40 kilomètres, mais ils ont été stoppés cette année, faute de fonds. « Le délai pourrait bien être de dix ans », avoue M. Valentin Laktionov, porte-parole de la municipalité.

Ce genre de situation de cul-de-sac financier est monnaie courante (sans jeu de mots) à Donetsk, où il est difficile de trouver même de la nourriture. Les habitants rêvent donc d'un retour au passé quand l'union de leur pays avec la Russie garantirait la fourniture des produits de première nécessité et peut-être même la possibilité d'avoir leur métro, fusse-t-il payé en roubles (aujourd'hui remplacés par les dollars américains et les deutschmarks).

Les Ukrainiens de l'est sont encore tournés vers la Russie. Ils sont russophones (l'ukrainien n'est pas parlé à Donetsk) et s'opposent à leurs compatriotes de l'ouest, plus nationalistes et tournés plutôt vers l'Europe centrale et l'Occident. Le fleuve Dniepr constitue la frontière naturelle entre les deux Ukraines, une frontière aussi politique, qui a divisé le vote aux dernières

élections présidentielles tenues le mois dernier: le nouveau président Leonid Kouchma, qui a annoncé son intention de réintroduire le russe comme langue officielle au côté de l'ukrainien, a été élu par le vote oriental essentiellement (l'est a voté à plus de 70 p. cent en sa faveur, contre moins de 40 p. cent dans l'ouest du pays).

L'élection de M. Kouchma, un ancien directeur d'usine de missiles sous le régime communiste, a de quoi reconforter la population de Donetsk. Son programme de relance économique avec la Russie comprend l'échange de machines-outils, dont la région de Donetsk est un important producteur, contre le pétrole et le gaz russes (que Moscou fournit à l'Ukraine pour une valeur de 7 milliards de dollars US par an).

Le rétablissement des liens avec la Russie devrait aussi permettre aux Russes d'Ukraine — ils sont plus de 10 millions concentrés dans l'est du pays de 52 millions d'habitants — de pouvoir se rendre plus facilement en Russie pour y visiter leur famille. Et, vice-versa, aux six millions d'Ukrainiens vivant en Russie d'en faire autant dans l'autre sens.

Les liens économiques retrouvés vont aussi peut-être permettre aux habitants de Donetsk de reprendre leur rêve d'un métro là où ils l'avaient laissé.

## Plus pauvres, mais moins malades...

La désintégration de l'Union soviétique et la réduction générale qui s'en est suivie dans les activités économiques, ont eu un effet paradoxal sur la qualité de vie des habitants de certaines grandes villes industrielles. Malgré la baisse du niveau de vie, la santé s'est améliorée!

C'est le cas à Mariupol, une ville ukrainienne de 540000 habitants en bordure de la mer d'Azov, où la chute de la production industrielle (métallurgie et chimie surtout) a entraîné une diminution notable de la pollution atmosphérique et, par voie de conséquence, une réduction des maladies respiratoires.

Depuis l'effondrement de la production industrielle, en 1992, le nombre de personnes atteintes de maladies respiratoires a diminué de moitié à Mariupol, dit M. Pyotr Sementchenko, responsable des services de santé de la municipalité.

L'éveil aux problèmes écologiques n'a été rendu possible, malheureusement, qu'à travers la catastrophe économique, admet M. Sementchenko.

Mariupol et toute la grande région de Donetsk, la capitale régionale du sud-est de l'Ukraine, restent l'endroit où la situation écologique est « la plus grave » du pays, affirme le docteur Victor Gritsko, des services d'obstétrique du réseau hospitalier de Mariupol.

La mauvaise qualité de l'environnement se traduit dramatiquement dans les problèmes liés à la natalité, dit-il. Les deux tiers des femmes enceintes éprouvent des complications graves avant et au moment de l'accouchement, et la mortalité infantile est très élevée, à plus de 16 pour 1000 nouveaux-nés (c'est, par exemple, 18 fois plus qu'au Canada).

Depuis la fin du régime communiste, les pénuries se sont intensifiées. Dans les hôpitaux, les patients doivent amener avec eux leurs propres médicaments, leur nourriture, leur literie et ils doivent fournir les films de rayons X.

« Ce qu'il nous faut, ce sont des relations, des joint-ventures avec les fabricants occidentaux de médicaments », dit Mme Tatyana Makarchuk, gynécologue en chef de la ville de Donetsk. La pénurie de médicaments en Ukraine est due au fait que le pays ne possède pas d'industrie pharmaceutique, note-t-elle. Dans l'ancienne URSS, cette industrie était concentrée en Russie.

L'aide humanitaire est devenue la seule manière de soulager la population, à court terme. C'est ainsi que la Croix-Rouge canadienne pilote depuis trois ans un projet de livraison de fournitures médicales à d'anciennes républiques soviétiques, dont l'Ukraine.



Le Dr Tatyana Makarchuk, gynécologue en chef de la ville de Donetsk.

PHOTO La Presse

Plus de 12000 hôpitaux en Ukraine, en Russie, au Bélarus, dans les pays baltes et dans d'autres pays de l'ex-URSS, ont déjà reçu des fournitures médicales, surtout des médicaments, pour une valeur de près de 29 millions de dollars CAN. La Croix-Rouge a ciblé prioritairement les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées vivant seules (un million en Ukraine seulement).

L'aide, acheminée par l'armée canadienne, fait partie d'un programme d'intervention concocté par Ottawa après l'effondrement de l'Union soviétique. Pour l'Ukraine, ce programme prévoit un engagement total de 52 millions de dollars, administré par le ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international.

Outre l'aide humanitaire, ce programme comprend un volet relatif à la sécurité nucléaire. L'Ukraine possède quelque 1600 missiles dotés de charges nucléaires, qu'elle compte démanteler dans le cadre d'accords internationaux.



L'Armée zapatiste de libération nationale lorsqu'elle a pris le village de Huixtan, au centre de l'Etat du Chiapas, en janvier dernier.

# Le Chiapas est devenu le symbole des élections



**GILLES TOUPIN**

envoyé spécial

La Presse À SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS, Chiapas

Dans l'interminable ascension de deux heures qui mène de Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas, à San Cristobal de las Casas, là où les montagnes touchent aux nuages, les barrages de l'armée fédérale surprennent le voyageur dans les lacets des cols ou au bord des ravins. En tenue de combat, ils sont plus de 20 000 soldats à patrouiller et à monter la garde autour du « territoire zapatiste ».

L'éclair aveuglant qui a frappé le Mexique le 1er janvier 1994 est ainsi venu de son État le plus lointain et le plus oublié. Lorsque l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'est emparée cette journée-là des principales villes du Chiapas, non seulement le désespoir et le retard de cette région frontalière étaient révélés au grand jour, mais aussi la faiblesse d'un processus de modernisation archaïque qui, jusqu'au 31 décembre, paraissait s'imposer dans tout le pays sans résistance majeure.

Aujourd'hui, le Chiapas est devenu la grande référence, le symbole, le tournant majeur des élections de demain. La révolte zapatiste a bouleversé la scène politique du pays, rendu caduc le programme du gouvernement et redistribué les rôles des partis. Les effets pervers de la politique économique menée par « la génération du changement » n'étaient pas que le lot

de ce pauvre État riche, mais une gangrène qui s'est répandue jusqu'au sud des États-Unis. « Soudain », commente Antonio Garcia de Leon, professeur d'économie à l'Université nationale autonome de Mexico, « derrière les bons indicateurs macro-économiques, derrière le contrôle de l'inflation et la réduction des dépenses publiques, derrière les sacrifices imposés aux salariés et aux producteurs, il y avait des hommes, des femmes et des enfants qu'enfonçaient encore dans la misère les ajustements visant à adapter le Mexique aux nécessités de l'Accord de libre-échange nord-américain. »

## Les zapatistes ont préparé la résistance

De Tapachula, sur la côte du Pacifique, à San Cristobal de las Casas (73 000 habitants), la route est longue et périlleuse. Les trois zapatistes venus rencontrer *La Presse* ont voyagé toute la nuit. « C'est important, dit l'un d'eux (qui demande que je ne mentionne pas leur nom) que l'on sache au Canada ce qui se passe vraiment ici. »

Sans cagoule, atablés autour d'une énorme tortilla dans un coin d'une posada loin des oreilles trop curieuses, ils expliquent sans tarir le succès de la fameuse Convention nationale démocratique (CND) qui a eu lieu la semaine dernière dans la forêt des Lacandons et où 6000 représentants de la société civile mexicaine étaient présents.

« Nous avons la conviction que les élections de dimanche ne seront pas honnêtes. Nous avons donc préparé la résistance civile. Nous avons consolidé le pouvoir populaire et nous sommes prêts à prendre tous les moyens pacifiques possibles pour mettre en place ce gouvernement de transition dont a besoin le Mexique. Nous sommes en train de mettre sur pied un Conseil na-



tional de lutte populaire. Si on nous vole nos élections, nous sommes prêts. Nous allons prendre des terres, bloquer des routes, exiger que l'armée sorte du Chiapas. S'il y a des actes de violence, ils ne viendront pas de nous. Mais nous avons organisé un véritable front de défense de la terre.

« Actuellement, poursuit le jeune homme, la crise interne du système politique mexicain est irréversible et les autorités locales mènent une guerre de basse intensité. Ils tentent de mettre sur pied des scénarios de provocation pour que l'armée intervienne et accentue la répression. Nous, on a décidé à la Convention de privilégier la négociation. Mais s'il le faut, si la voie électorale et la résistance pacifique ne suffisent pas, nous irons jusqu'à la guerre civile. »

## Le réveil des ethnies

À Tuxtla Gutiérrez, les caciques indiens et ladinos (métis d'espagnol et d'indien), grands propriétaires terriens qui profitent du système, occupent la grande place (le Zocalo). « Ils veulent, dit l'un de mes interlocuteurs, qu'on applique la loi aux zapatistes, qu'on les déloge par la force. Ils font des marches, des assemblées, ils bloquent les rues, ils occupent des terres et provoquent en secret l'armée fédérale, afin que cette dernière réplique contre nous et les petits paysans. »

C'est qu'en fait, l'insurrection armée

du 1er janvier a provoqué le réveil politique des ethnies mayas mais aussi tarasques, mixtèques et chontales à la stupefaction des caciques. Il est significatif de constater que le gros des troupes de l'EZLN est composé de paysans mayas et que son programme politique s'appelle le *Manifeste de la forêt de Lacandon*.

« Les indigènes, explique le père dominicain Pablo Romo, bras droit de l'évêque Samuel Ruiz de San Cristobal et directeur du Centre Fray Bartolomé des droits de la personne, ne s'identifient pas aux partis politiques. Leur cohésion sociale repose sur la règle de l'unanimité et ils ne s'intègrent pas bien dans le jeu démocratique des partis, où c'est la loi de la majorité qui règne. D'ailleurs, au Chiapas, les partis politiques n'ont aucune prise sur la population. Il n'y a que le Parti révolutionnaire institutionnel qui a une base dans la région, parce qu'il est là depuis 65 ans. Mais encore là, c'est une base corporatiste et non pas populaire. »

« Si la Convention n'a pas officiellement appuyé un parti politique, a déclaré l'un des zapatistes, ils ont décidé tacitement de voter contre le PRI. Et voter contre le PRI dans la conjoncture actuelle, c'est voter pour le Parti de la révolution démocratique (PRD) de Cuauhtémoc Cárdenas, les autres partis n'étant que des leurres souvent financés en douce par le PRI pour enlever des voix à l'opposition véritable. »

Au Centre Fray Bartolomé, abrité dans l'une des dépendances de l'évêché, l'activité est intense. « Seulement pour le dernier semestre, affirme le père Romo, nous avons eu 1000 cas de violation des droits de la personne. »

## « Vive Don Amado! »

Plus tôt, sur la grande place de San Cristobal, face à l'impressionnante ca-

thédrale de style colonial espagnol, le petit peuple d'indigènes et de paysans venus des montagnes et des villages environnants assiste à un rassemblement du PRD. Les orateurs se succèdent et sont acclamés par des « vive Zapata » et « vive Don Amado ». Même la grande Rosario Ibarra de Piedra, à la tête au Mexique des « Mères des disparus politiques », était venue de Mexico pour parler aux Chiapanecos. Mais c'est Don Amado que le petit peuple attendait. Il est arrivé au milieu du discours de Rosario Ibarra, soutenu par des aides, et il a pris place sur une chaise au milieu de l'estrade dans les clameurs de la foule.

Don Amado Avendano Figueroa est un candidat indépendant au poste de gouverneur de l'État qui se présente sous la bannière du PRD, parce que la loi électorale mexicaine interdit les candidats indépendants. Il est celui qui a été victime d'un « accident » de la route récemment et qui a miraculeusement survécu. Ses compagnons de voyage sont morts. A peine sorti de l'hôpital, en mauvais état, il revient dans la course aux derniers jours de la campagne. « Trop longtemps, dit le présentateur de Don Amado, le peuple du Chiapas a été orphelin de candidats, et trop longtemps les candidats ont été orphelins de peuple. »

Les choses seront-elles différentes après le vote de demain? En attendant, les petites femmes mayas, vêtues de leurs étoffes multicolores, proposent sur la place des muecas (poupées) affublées de cagoules et d'un vague bâton représentant une arme. Les boutiques de San Cristobal ne sont pas en reste: elles proposent tee-shirts et même chaussettes à l'effigie de l'énigmatique commandant Marcos, accompagnée du sigle de l'Armée zapatiste de libération nationale.

# À la source de la rébellion zapatiste: l'Alena

La Presse À SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS

L'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), signé par le Canada, les États-Unis et le Mexique et entré en vigueur le 1er janvier dernier, a été l'une des principales causes de la rébellion armée des indigènes du Chiapas, menée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Peuplé de 3,5 millions d'habitants, l'État du Chiapas compte au moins 30 p. cent d'indiens d'origine maya dont les Tzeltales, les Tzotziles, les Choles et les Tojlabales. Issus d'une autre branche, il y a aussi les Tarasques, les Mixtèques et les Chontales.

Pour ces petits producteurs agricoles disséminés dans la forêt de Lacandon (*la selva lacandonna*) et les hautes terres du centre de l'État (*los Altos*), l'Alena signifie qu'ils vont être littéralement écrasés devant la compétence des producteurs canadiens et américains.

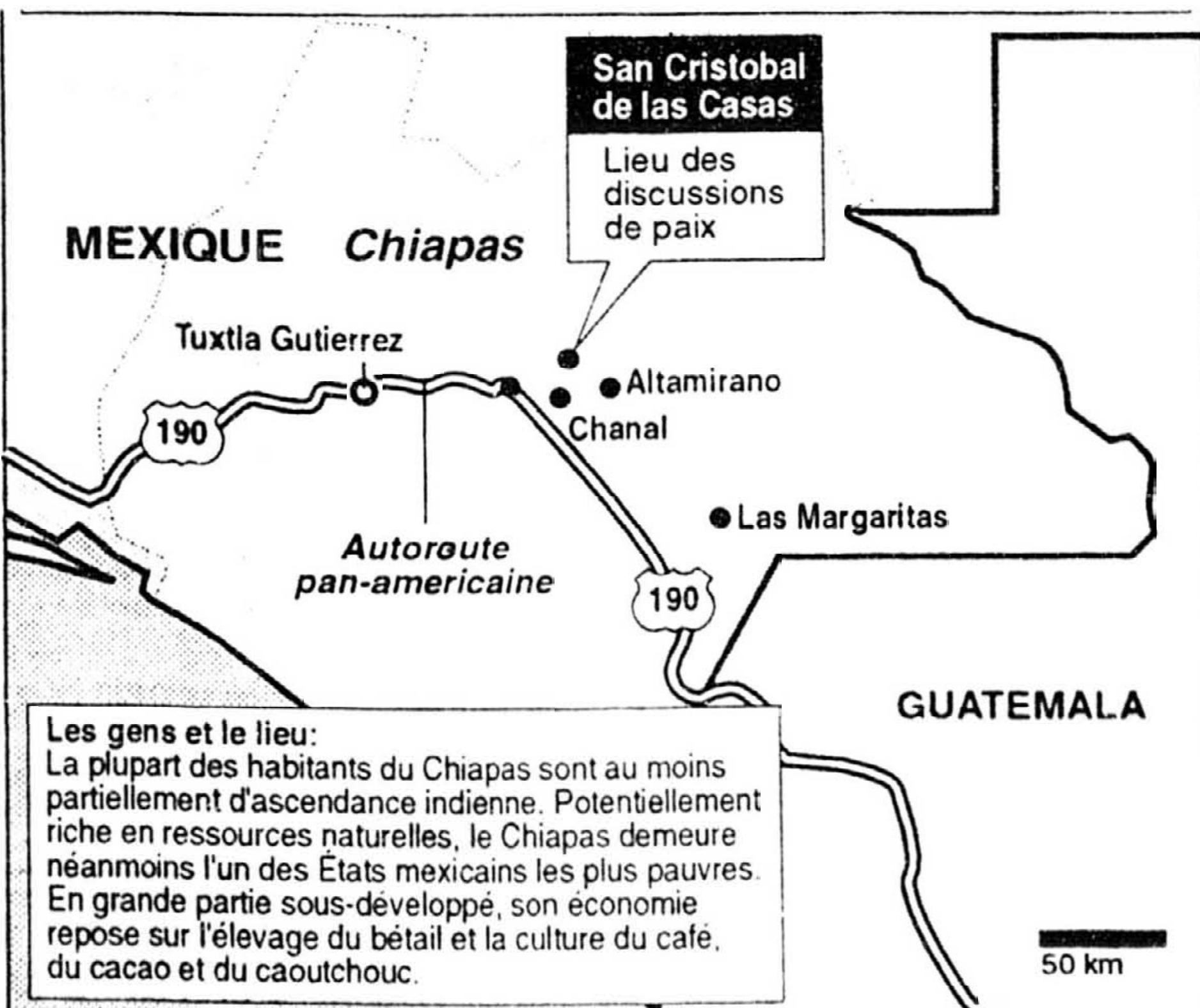
C'est pourquoi l'une des premières demandes de l'EZLN demeure encore aujourd'hui la modification de certaines clauses de l'Alena. Le sous-commandant Marcos, à la tête de l'insurrection du 1er janvier, l'a bien précisé: « Il doit y avoir des changements au traité qui tiennent compte des indigènes du Chiapas, sinon nous allons être détruits sans qu'une seule balle ne soit tirée. Avec cet accord, nous sommes voués à disparaître. »

Le malheur du Chiapas, c'est qu'il soit, de tous les États mexicains, le plus éloigné des États-Unis et du Canada. « L'Alena n'a rien apporté à San Cristobal de las Casas », explique le père dominicain Pablo Romo, bras droit de

l'évêque Samuel Ruiz et directeur du Centre Fray Bartolomé pour les droits de la personne. « Il ne nous a attiré aucune aide pour développer des industries chez nous et la seule fabrique de la ville, spécialisée dans le textile, vient de fermer ses portes. Tout ce qui a été prévu pour le Chiapas, c'est d'en faire une curiosité touristique, une sorte de *Jurassic Park* où les indigènes ne seraient qu'une curiosité anthropologique. Il est bien certain, poursuit le prêtre, que les gens ici ne savent pas au juste ce qu'est l'Alena, mais ils savent ce que représente le salinisme pour eux (NDLR: les politiques du président Salinas) et ils savent que Salinas les a appauvris depuis six ans. Alors, ils se méfient d'un accord issu de Salinas. »

Pour l'économiste chiapanèque et professeur à l'Université autonome du Chiapas, Jorge Lopez Arevalo, auteur de plusieurs études sur la question, le ministre mexicain du Commerce Jaime Serra Puche ment lorsqu'il prétend que l'Alena apportera des bénéfices au pays et au Chiapas. Les producteurs nationaux, soutient Jorge Lopez, sont dépassés « non seulement parce qu'ils font face à des obstacles structurels, mais aussi parce qu'ils n'ont pas les avantages extraordinaires des Canadiens et des Américains, dont des subventions à la production, de l'aide économique s'ils doivent cesser de produire en cas d'une trop grande demande, des appuis à la commercialisation ou des programmes d'exportation. »

De chaque côté de la petite route qui serpente la capitale de l'État, Tuxtla Gutiérrez, à San Cristobal, les plantations de maïs se succèdent à perte de vue, même sur les côtes les plus abruptes. Le Chiapas est l'un des prin-



cipaux États producteurs de maïs du pays. A court terme, il souffrira des conséquences négatives de l'Alena. En incluant dans l'accord cette culture qui constitue l'aliment de base du peuple mexicain, « on met en jeu l'autonomie alimentaire du pays et la survie des producteurs, qui sont pour la plupart des paysans indigènes. »

Ainsi, toujours selon M. Lopez, les

repercussions de l'Alena au Chiapas affecteront quelque 58,3 p. cent de la population économiquement active. Cette population est l'une des moins développées de tout le Mexique et dans certains endroits, comme dans la forêt tropicale, on cultive encore la terre avec le *coa*, un outil agricole vieux de 500 ans.

« Il faut insister, de dire le professeur

Lopez, sur le fait que les producteurs de maïs du Chiapas doivent compétitionner avec la plus grande puissance productrice de cette céréale au monde, les États-Unis qui ont même introduit dans cette culture l'utilisation du laser. »

Lorsque le ministre du Commerce Ferra Puche est venu au Chiapas, il y a quelques jours, pour vendre l'Alena aux paysans en leur disant qu'ils auront accès à de meilleurs prix, à des moyens d'augmenter leur production et à de nouveaux marchés, il n'a pas convaincu la plupart des Chiapanecos.

Pour les rebelles zapatistes, le traité signifie la mort des indigènes. L'Alena, selon Jorge Lopez Arevalo, représente un modèle économique qui repose sur un seul pari, l'investissement étranger. « Pour cela, poursuit-il, il faut une stabilité macro-économique et politique. Ce modèle exige un coût social élevé qui, à partir du 1er janvier 1994, s'est transformé ici en un coût politique majeur. Les communautés ont déclaré la guerre au gouvernement fédéral. »

« S'il n'y a pas de paix sociale, il n'y aura pas d'investissements étrangers, ce qui d'ailleurs est le cas depuis le soulèvement zapatiste et l'assassinat du candidat du PRI à la présidence de la République Luis Donaldo Colosio. »

De là, l'urgente nécessité d'un changement au Chiapas et au Mexique afin que les jalons d'une négociation sérieuse soient posés entre les démunis du pays et le gouvernement.

« Comment pouvons-nous compétitionner avec des fermiers canadiens et américains, a dit le commandant Marcos, quand nous ne pouvons même pas compétitionner avec la mort. »

CAMPBELL HAUSFELD

LA VÉRITÉ...

BALDWIN

VOUS NE POUVEZ PAS RETROUVER CES MARQUES RÉPUTÉES CHEZ RO-NA L'ENTREPÔT!

contico

BOSCH

GOLDBLATT

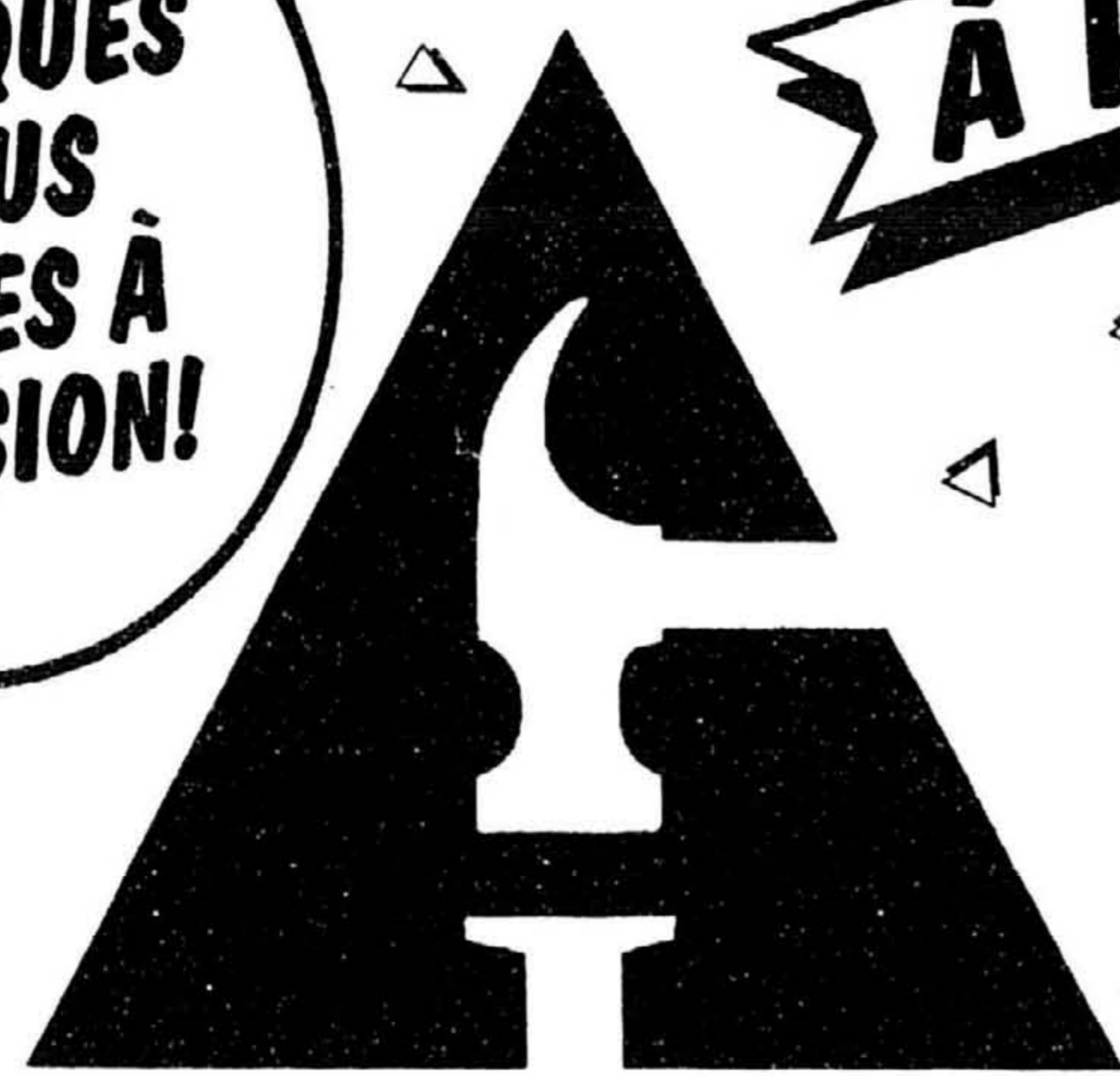
RYOBI

Schlage

Milwaukee

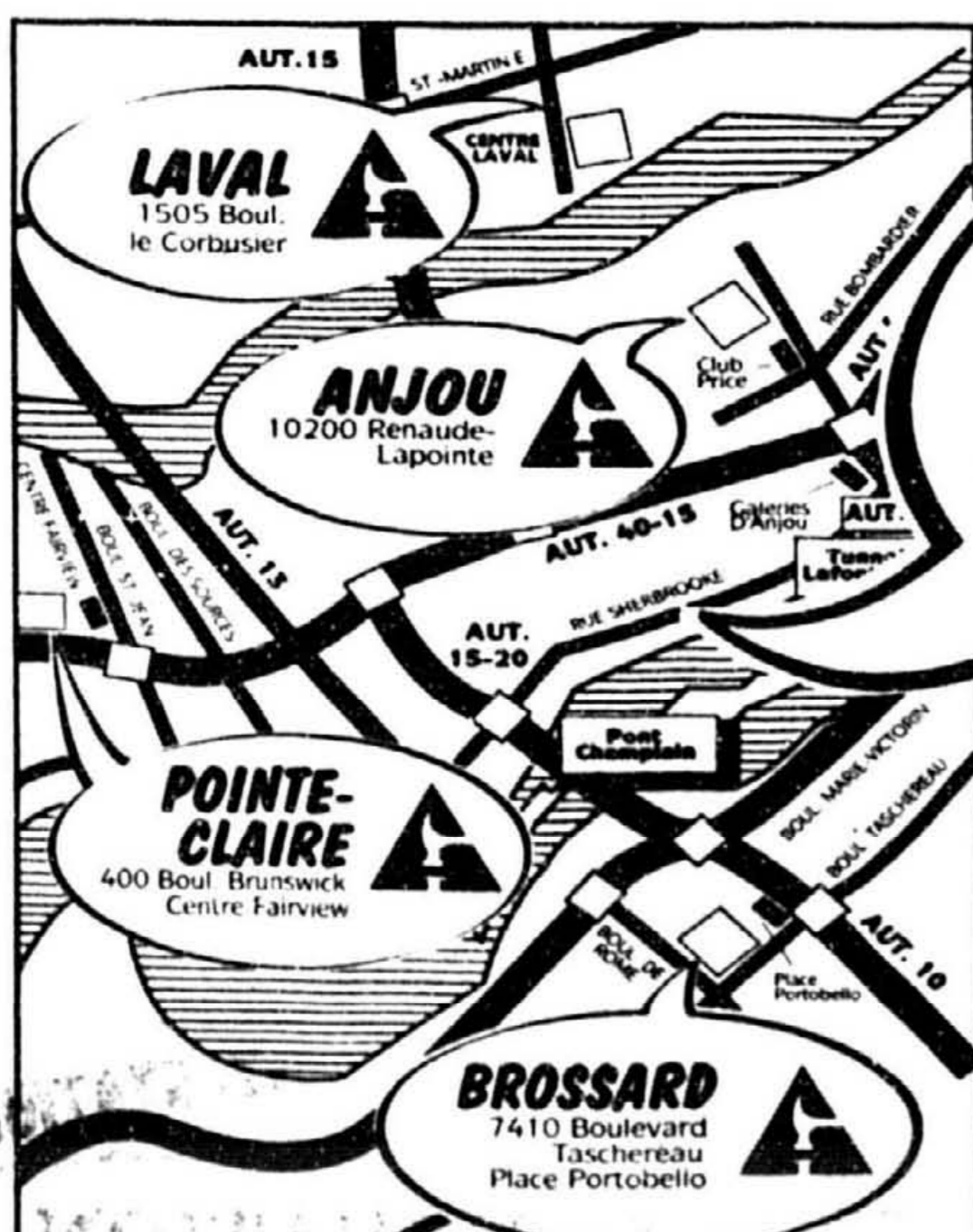
MAIS RÉNO-DÉPÔT! VOUS LES TROUVEREZ CHEZ... À PRIX IMBATTABLES JOUR APRÈS JOUR!

NOUS AVONS LES MARQUES LES PLUS CONNUES À PROFUSION!



RÉNO-DÉPÔT

L'ENTREPÔT DE LA RÉNOVATION



HEURES D'OUVERTURE: Lundi au vendredi de 8 h à 21 h Samedi de 8 h à 17 h Dimanche de 9 h à 17 h

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 26 août 1994. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables avec 10% de moins sur-le-champ ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations.



Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, avec preuve à l'appui, nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent, moins 10% sur-le-champ... c'est garanti!

- Milwaukee Scie alternative Sawzall 8 A 224.54, Scie alternative Sawzall 4 A 174.00, Perceuse 1/2" Hole Hawk 382.00, Perceuse à angle 1/2" 284.00, Cisaille électrique à tôle 188.00, Perceuse sans fil 12V 228.00

- Schlage Poignée de passage Orbit laiton poli 13.80, Poignée privée Orbit laiton poli 16.56, Poignée d'entrée Orbit laiton poli 26.48, Poignée décorative Orbit laiton poli 12.54, Pêne dormant 1 cylindre laiton antique 26.21, Clenche d'entrée Bowman laiton poli 125.00

- RYOBI Dégauchoiseuse 6 1/8" 368.00, Banc de scie 10" 744.00, Ponceuse orbitale 1/3 de feuille 578.00

RYOBI

- Perceuse à percussion sans fil 12V 248.00, Scie à onglets coulissante 8 1/2" à angles composés 596.00, Scie radiale portative 8 1/4" 524.00

BALDWIN

- Clenche d'entrée Canterbury laiton poli 207.00, Clenche d'entrée Clarion chrome 212.00, Clenche d'entrée Logan laiton poli 216.00, Clenche d'entrée Madison laiton poli 218.00, Clenche d'entrée Manchester laiton poli 263.00, Clenche d'entrée Stonegate laiton poli 265.00

BOSCH

- Perceuse à percussion 3/8" 79.82, Scie sauteuse professionnelle 198.00, Rectifieuse 5" professionnelle 163.00, Raboteuse 3 1/4" 6,5 A 145.00, Perceuse à percussion 1/2" 168.00, Ponceuse à courroie 4"x24" 298.00

contico

- Coffre 15 tiroirs 8 7/8"Lx6 3/8"Lx7 1/4"H 9.88, Coffre 30 tiroirs 10 5/8"Lx5 1/4"Lx8 5/8"H 10.34, Coffre 50 tiroirs 10 5/8"Lx5 1/4"Lx14 1/8"H 18.72, Coffre 23 tiroirs 17 3/4"Lx6 3/8"Lx8 1/4"H 19.88, Coffre à outils 13" 4.12, Coffre à outils 24" avec 2 plateaux 24.11

CAMPBELL HAUSFELD

- Compresseur 3 gallons 3/4 c.v. 236.00, Compresseur 4 gallons 1 1/2 c.v. 348.00, Compresseur 11 gallons 2 c.v. 328.00, Compresseur 20 gallons 3 c.v. 394.00, Compresseur 60 gallons 6 c.v. 588.00, Compresseur 80 gallons 5 c.v. 1118.00

GOLDBLATT

- Planchette à régaler 16"x3.5" magnésium 17.20, Truelle à ciment 16" rectangulaire 25.62, Truelle à ciment 14" rectangulaire 22.94, Truelle à ciment 12" rectangulaire 21.52, Brosse à textures ronde 6" diam. 14.12, Truelle 12" à brique losange 26.60

LE SEUL VÉRITABLE ENTREPÔT DE LA RÉNOVATION AU QUÉBEC!